INSTAURONS D'URGENCE

UNE VRAIE

DÉMOCRATIE !

« Si le vote changeait quelque chose,
Il y a longtemps que ce serait interdit ! »

COLUCHE

« Croire en l'impossible,
C'est s'ouvrir des portes
Vers de nouveaux horizons. »

« Le monde ne sera pas détruit
Par ceux qui font le mal
Mais par ceux qui les regardent
Sans rien faire. »

Albert EINSTEIN

« Ne riez pas des enfants
Qui croient au Père Noël
Il y a des grands qui croient
Qu'on vit dans une démocratie. »

Aldous HUSLEY

« La démocratie, ce n'est pas la loi de la majorité
Mais la protection de la minorité. »

Albert CAMUS

SOMMAIRE

5 - Jeunesse et éducation

- Un impératif majeur : « Oser la jeunesse »
- Le pari de l'éducation
  - Quelques pistes d'action : « Différer, symboliser, institutionnaliser ».

6 - La démocratie en actes

- Instaurer une vraie démocratie, c'est possible !
- De la théorie à la pratique
- Et pourtant les Islandais l'ont fait !
- Le référendum d'initiative populaire, pourquoi pas ?

- Conclusion
- Annexes: *billets d'humeur pour* lancer le débat *par thèmes : Citoyenneté, Économie, Éducation, Société, Santé et environnement*
- Références bibliographiques -
- Sites web
- Notes personnelles



INTRODUCTION

La démocratie française se porte mal ! Et pourtant pendant huit années, trois comités de réflexion se sont penchés à son chevet, l'ont auscultée et ont proposé des traitements ... en vain !

En 2008, le comité présidé par l'ancien premier ministre Edouard BALLADUR constate que « les institutions de la Vème République ne fonctionnent pas de manière satisfaisante » mais qu'un « rééquilibrage » entre les pouvoirs devrait permettre d'en améliorer les principes qui seront inscrits dans la réforme constitutionnelle de 2008.

En 2012, Lionel JOSPIN qui avait en charge la présidence de la commission de rénovation et de déontologie de la vie publique est beaucoup plus sévère. « Notre démocratie traversée par une crise de confiance, aggravée par des difficultés économiques et par une certaine impuissance de l'action publique, peut apparaître comme une crise de légitimité. »

Trois ans plus tard, en 2015, le groupe de travail constitué à l'initiative du président de l'Assemblée nationale publie un rapport alarmant. *« La Vème République souffre d'une insuffisance démocratique, notre système est en crise au regard de la désaffection des citoyens pour ceux qui les gouvernent et de la montée en puissance des populismes. »*

Le constat est sans appel. La défiance des Français est de plus en plus grande. L'abstention progresse, les enquêtes d'opinion en témoignent : les trois quarts de nos concitoyens *(76%) jugent que notre système démocratique dysfonctionne,* que leurs idées ne sont pas bien représentées selon un sondage paru en avril 2015. 86% des sondés estiment que les responsables politiques agissent en fonction de leurs intérêts personnels et non dans l'intérêt général.

« Nos régimes peuvent être dits démocratiques mais nous ne sommes pas gouvernés démocratiquement » écrit Pierre ROSENVALLON dans son livre « Le bon gouvernement » paru au Seuil en 2015.

Notre vie politique n'est pas démocratique en raison notamment de l'écart qui s'est progressivement creusé entre les citoyens et leurs élus. Un événement nous paraît à cet égard symptomatique : le référendum de 2005 sur le traité constitutionnel européen. Le « non » l'a emporté, le Président de la République, désavoué, est pourtant resté à son poste. Son successeur a fait avaliser le texte par les parlementaires, au mépris de la volonté populaire.

« La véritable Constitution est la loi électorale » disait Michel DEBRÉ en 1958. Aujourd'hui, le scrutin majoritaire bloque le débat politique et conduit à des aberrations ! Il y a urgence à repenser nos institutions qui doivent être le lieu où les êtres humains peuvent se présenter en tant que citoyens. Or, les liens entre le peuple et l'Etat sont rompus. Nous en faisons l'amère expérience avec l'instauration de l'état d'urgence qui nous conduit insidieusement vers des démocraties autoritaires qui ne conservent le nom de démocratie qu'au seul regard du mode de nomination de leurs dirigeants.

Plus que jamais nous avons besoin d'une nouvelle génération de corps intermédiaires politiques, qui soient pour le XXIème siècle ce que furent jadis les partis, mais aussi d'organes d'implication citoyenne à l'exemple des jurys populaires tirés au sort. C'est aux citoyens de s'approprier le pouvoir.

L'ouvrage que vous tenez entre les mains tente de montrer les freins qui ont bloqué l'exercice démocratique. Nous évoquerons successivement la représentation, le marché, le mode de fonctionnement de l'exécutif sans mésestimer notre propre responsabilité.

Nous ferons référence à l'histoire, à l'anthropologie, à la sociologie et à l'éducation tout au long de la vie. Nous soulignerons au passage la place prépondérante que doit prendre la jeunesse dans ce processus d'émancipation.

Eclairer ainsi les enjeux démocratiques peut rendre le citoyen plus lucide et soucieux de s'engager dans des actions militantes. La démocratie constitue le socle d'une vision progressiste commune sur laquelle nous pourrons construire le renouveau !

Le peuple doit toujours garder les yeux ouverts !



I - LES DÉBUTS D' UNE VOLONTÉ DÉMOCRATIQUE

La perte du religieux

La perte de croyance signe toujours la fin d'un monde symbolique. Ainsi, au XVIIIème siècle, la figure divine et celle du roi qui lui est consubstantiellement liée sont défaillantes. Les Lumières dénoncent l'obscurantisme de l'église et le pouvoir arbitraire du souverain. Un mouvement apparaît, dû en grande partie à l'émancipation du peuple. La lecture se répand. En 1789, la moitié des hommes savent lire, les femmes, malheureusement, devront patienter plusieurs décennies avant d'atteindre le niveau de leur compagnon. *L'instruction joue toujours un rôle essentiel dans les mutations sociétales*. C'est la raison pour laquelle tous les pouvoirs autoritaires ont toujours su empêcher l'accès au savoir pour maintenir leur domination.

La Révolution signe donc le glas du pouvoir royal. Le roi devient un despote, subir sa loi, ses humiliations sont intolérables. Bouc-émissaire, il est le réceptacle de la colère du peuple. La royauté abolie, on guillotine le souverain qu'il ne faut plus aimer. Enfin, pas tout à fait. Ce parricide engendre une profonde culpabilité dont les révolutionnaires vont se débarrasser en la projetant sur leurs semblables, faisant de chacun d'eux un traître en puissance.

Robespierre avait prévu que ce soulèvement populaire allait faire le jeu d'un despotisme militaire, l'avènement de Napoléon Bonaparte.

Chaque révolution est pourtant un basculement de l'ordre établi. Impuissants, nous devenons invincibles, la faiblesse laisse place au courage, incrédules, nous sommes prêts à nous sacrifier, à mourir pour des idées. La parole est libre mais la morale, la probité, les devoirs érigés en vertu ne sont pas toujours en adéquation avec les comportements de nombreux révolutionnaires et même d'une partie de la population.

Changer la mentalité d'un peuple demande du temps, beaucoup de temps ! L'auto-détermination est un chemin long et difficile car il faut d'abord se libérer de la tutelle d'un dieu protecteur qui donnait sens au monde. Avec la démocratie, cette charge revient au peuple. La déclaration des Droits de l'Homme et du citoyen se fonde désormais sur « les Droits naturels, inaliénables et sacrés des Humains. »

La nature détrône le divin et s'impose comme absolue.

L'individu devient citoyen dans la mesure où il soumet librement sa liberté au bien public, qu'il fait sienne la vertu républicaine. La Loi s'impose à tous ! Obéissance mais aussi amour de l'humain, véritable fondement de l'égalité.

La République est fraternelle, abolit le patriarcat. Ni dieu, ni roi. L'égalité, la liberté et la fraternité restituent au peuple de France sa dignité d'homme et de femme. Mais vivre ensemble est difficile !

La démocratie institutionnalise le conflit entre des intérêts divergents et il faut une certaine maturité pour faire la différence entre la confrontation permettant une négociation entre des groupes sociaux débouchant sur un consensus et la lutte pour éliminer des rivaux !

Pour éviter cette insécurité, les citoyens demandent la protection de l'Etat ouvrant ainsi la voie à des politiques sécuritaires.

Il y aurait donc au coeur de la démocratie un principe anarchique qu'il faudrait dépasser. La défense contre le désordre et l'insécurité qu'il engendre pousse les plus fragiles, les plus immatures de nos concitoyens à en appeler à l'homme providentiel qui rassure et prend le peuple dans ses bras.
Le Général De Gaulle, Louis Napoléon Bonaparte assumèrent, chacun en leur temps, cette fonction « protectrice ».

Voilà ce qui guette parfois nos démocraties : *se soumettre à un maître* même si cette dévotion ne dure qu'un moment. Rappelé en 1952, Charles De Gaulle a été remercié en 1969 ...

C'est la raison pour laquelle l'éducation est un enjeu essentiel, nous y reviendrons !

Nous le voyons bien. Le père collectif est écouté ; nous vivons dans une société de frères qui se disputent et lorsque la rivalité s'instaure, c'est l'affrontement pour l'amour et la conquête de la République. Vivre en collectivité nous conduit à respecter ses lois, ce qui entraîne frustrations, agressivité et malaise généralisé.

Pour sublimer nos désirs dans des activités « acceptables », nous devons faire preuve d'une certaine maturité acquise par un travail intérieur, dont nous reparlerons ...

☆



La démocratie libérale

L'histoire réserve bien des surprises. La démocratie est fragile et dès 1830, François GUIZOT révisa les principes de la Révolution et de la démocratie afin de mieux l'adapter aux intérêts de la classe dominante. La France s'industrialise, de puissants groupes miniers, métallurgiques, textiles se développent. Le patronat obtient par une législation du travail qui lui est favorable, le pouvoir de comprimer les salaires et de licencier. L'oligarchie de l'époque considère que la démocratie est oppressante car la majorité impose ses mois à une minorité ; n'oublions pas que les classes laborieuses sont les plus nombreuses !

Le peuple est ignorant, a besoin d'être protégé de lui-même, de sa propension à la violence et à l'anarchie. La souveraineté populaire est tout aussi condamnable que la monarchie de droit divin ...

Quel est donc le principe sur lequel va s'appuyer le pouvoir ? La raison, les sciences et les experts ! Les technologies vont devenir la nouvelle religion de l'époque. Ce n'est donc plus au peuple de dire le juste, le vrai, mais au scientifique qui détient désormais la vérité !

Pourquoi dans ces conditions demander leur avis aux citoyens ? Comment pourraient-ils être représentés par des élus ? La Nation a besoin de personnalités qui disposent de solides capacités pour exercer leur mandat ; des « hommes » d'expérience, des notables, des experts. Et voici comment s'impose une oligarchie légitime et démocratique : par le suffrage censitaire ! En 1831, le Cens est fixé à 300 francs pour être électeur et à 1000 francs pour être éligible. Les meilleurs, ce sont les plus riches ! Sur plus de 33 millions de Français, nous comptons

seulement 166 583 électeurs. À titre de comparaison, en 1848, avec l'instauration du suffrage universel, le corps électoral passera de 246 000 hommes à plus de 9 millions ...

Mais pour François GUIZOT, le vote n'est pas important*, le véritable gouvernement est le gouvernement des esprits ; afin de le promouvoir, il fait appel à la publicité, à l'enquête d'opinion et même aux débats !* La démocratie est secondaire, conçue comme un fait social, une technique de gouvernance accessoire qui pénètre la société civile.

Seuls comptent les acteurs économiques qui produisent biens et richesses, la vie publique vit à l'unisson de cette structure étatique qui fonctionne « comme une famille » , selon ce que François GUIZOT se plaît à dire. Ce système interactif de négociations informelles se retrouve aujourd'hui dans notre mode de gouvernance où la loi passe souvent après les accords conclus entre partenaires (comme ce qui se produit aujourd'hui avec le TAFTA et le TISA !)

Dans ces conditions, les acteurs économiques, tout en acceptant les quelques règles du jeu démocratique, savent qu'ils peuvent s'y soustraire sans craindre l'explosion sociale. Bien sûr, les élections donnent une apparence de légitimité mais l'essentiel ne passe pas par les urnes !

Les fondements de notre vie collective moderne sont présents dés cette époque. L'expertise, les sciences économiques dominent la vie politique appuyée par la communication, le marketing dont le but de canaliser, de formater l'opinion publique aux enjeux du moment. Deux formes de gouvernance apparaissent : l' une publique, visible, bornée par les lois, l'autre privée, invisible, conçue par des accords, alliances souples et adaptables ; cette dernière est de loin la plus préjudiciable aux intérêts du peuple, comme nous allons tenter de le montrer !

☆

II - LA DÉMOCRATIE PRISE EN OTAGE

La démocratie pervertie par la finance

La monnaie se fonde sur la confiance. Tout commence au moment de la révolution française. le pays est ruiné par un effort de guerre sans précédent (1). En effet, Louis XVI avait aggravé le déficit laissé par son prédécesseur en finançant massivement la campagne aux Amériques pour y combattre les Anglais. La situation dégénère rapidement et la dette atteint alors 4 milliards de livres. Les Révolutionnaires prennent le pouvoir et se lancent alors dans l'usage forcené de la planche à billets avec l'émission massive d' Assignats et de Mandats nationaux. Le peuple refuse de suivre, préférant recourir à des valeurs sûres : l'or et l'argent. Les Assignats perdent de la valeur, le prix du pain s'envole.

La France est paralysée et sera sauvée par le jeune Bonaparte qui prendra le pouvoir. Les Américains, forts de cette expérience, prirent le soin d'écrire dans leur constitution la parité des échanges commerciaux sur l'or et l'argent.(2) Dans la pratique, tout billet était échangeable contre monnaie sonnante et trébuchante dans n'importe quelle banque.

En 1913, date importante où les Etats-Unis créent l'impôt sur le revenu pour faire rentrer de l'argent dans les caisses en imposant les

salaires. Les banquiers décident que « les réserves d'or ne couvriraient plus que 40% de la valeur de tous les billets dollars émis. »(2)

Ainsi, en démonétisant le billet vert, ils déclenchent par ricochet chez tous les citoyens un véritable cataclysme : chômage,famine, criminalité et appauvrissement économique.

En effet, lorsque le coût du travail n'est compensé que par un bout de papier, l'insurrection n'est jamais loin. Très vite, la France est touchée.

En 1934, *Edouard DALADIER, alors Président du Conseil, dénonce les 200 familles qui régentent le pays, dont l'influence pèse à la fois sur le système fiscal, sur les transports, sur le crédit,* qui placent au pouvoir leurs « amis » et contrôlent la presse. Les « 200 familles » vous l'avez compris, désignent les *plus gros actionnaires de la Banque de France pendant l'entre deux guerres.*

En 1942, nouveau coup de force de la Réserve fédérale qui baisse encore le taux de couverture en or du dollar de 40% à 25,5%.

Les Américains vont sans vergogne profiter de la guerre qui ravage l' Europe pour s'enrichir en forçant chaque pays qui lui achète des armes, à les *payer exclusivement en lingots d'or* !!

Les Etats-Unis tirent profit de ce conflit en capitalisant l'or aux dépens des nations en guerre et des peuples dans la souffrance. À partir de 1968, empêtrée dans une guerre du Vietnam qui s'éternise, face à des dépenses militaires gigantesques, la Réserve Fédérale ne voit qu'une solution : *supprimer purement et simplement la parité de l'or avec le dollar.*

Le 15 Août 1971, Richard NIXON entérine cette décision !

L'Europe et les autres pays ont été ainsi spoliés de milliers de tonnes d'or que la Réserve Fédérale ne restituera jamais aux banques

créditrices. Aujourd'hui, « elle a imprimé depuis 2008 plus de billets que depuis sa création en 2013 ! » (3)

Libérée de toute contrainte, la planche à billets fonctionne à plein régime. Le libéralisme se répand sur la planète, le marché se dérégule, devient immoral. D'où cette contradiction assez facile à comprendre : *lorsque nous demandons aux politiques de la* ***vertu civique, du désintéressement voire une certaine éthique,*** *nous avons RAISON* !

La démocratie ne peut fonctionner sans ces conditions préalables. Or, par définition, un tel désintéressement est totalement étranger à la logique de marché. Le libéralisme est conçu depuis l'origine pour faire en sorte que chacun veille à son intérêt personnel grâce au jeu miraculeux de l'offre et de la demande. En économie libérale, « La main invisible du marché » selon l'expression célèbre d'Adam SMITH finira par convertir l'égoïsme de chacun en bénéfice pour tous, à condition toutefois qu'il se régule, se corrige, s'amende *par des instances démocratiques qui obéissent à d'autres principes que ceux de l'intérêt individuel !*

Aujourd'hui nous devons résister au triomphe d'un marché devenu hégémonique et fonctionnant sans limites aucunes. Si nous n'y prenons garde, nos démocraties se transformeront lentement en sociétés de marché qui ne seront ni démocratiques, ni vertueuses !

Pour le moment malheureusement, l'action politique et la vertu publique s'avèrent inefficaces pour contrer ce «monstre doux» et cèdent de plus en plus de terrain devant la poussée d'un libéralisme sans vergogne. L'immoralité devient la règle et à terme le pire est à venir pour nos sociétés (dites « égalitaires »).

Si une démocratie sans marché n'est pas viable, (voir l'effondrement des pays communistes), un marché sans démocratie serait catastrophique, produirait de l'inégalité en lieu et place du bien commun !

Nous pourrions dire pour simplifier l'analyse, que le marché « compte » alors que la démocratie « pense » ...
Il faut donc un équilibre que de nombreux économistes bien en vue rejettent. Ils célèbrent la grandeur sublime du marché avec un brin d'ingénuité, poussant même le zèle jusqu'à l'aveuglement.(3)

Nous pensons qu'ils sont dans l'erreur car, lorsque seuls les rapports marchands donnent du sens à la vie, la substance des sociétés lentement se détruit ...

En quelques décennies, nous sommes passés de l'économie de marché à l' économie marchande intégrale qui a malheureusement abouti au capitalisme pulsionnel, abandonnant au passage l'essence même de notre identité, faisant du même coup le lit des fondamentalismes identitaires avec des réactions violentes et meurtrières.

Une civilisation qui ne peut plus offrir comme finalité que la compétition dans un univers marchand est condamnée au suicide à plus ou moins long terme.

Regardons maintenant la réalité d'un peu plus près !





*Le coût des banques**

Il y a dans notre beau pays des pratiques surprenantes et qui laissent pantois ! Si vous commettez une incivilité, la justice vous condamne, c'est normal, si vous vous rendez coupable d'un vol, vous serez amené à rembourser la victime, la loi est le garant de nos libertés publiques. Par contre, si un banquier fait une bêtise, souvent, trop souvent, ce sont les contribuables qui paient l'addition !

Il semblerait que ce soit devenu une spécialité : faire assumer les dettes... par la puissance publique !

C'est ainsi que la déconfiture de la banque DEXIA a dû être recapitalisée deux fois par la France et la Belgique avant de fermer ses portes. Coût de l'opération : 6,6 milliards d'euros !

Mais ce n'est pas tout. L'Etat a aussi hérité de 10,5 milliards de crédits toxiques distribués par cette même banque aux collectivités locales, qu'il va falloir éponger ! Pendant ce temps, l'auteur de cette bévue coule des jours heureux en Suisse avec une rente annuelle de 600 000 euros, réduite de moitié en 2013. Et ce n'est qu'un exemple parmi d'autres ...

Pourtant, la main sur le coeur, les banquiers le jurent : « la crise bancaire n'a eu aucun impact sur les finances de notre pays.»

Et alors, qui a bien pu plonger les services publics et nombre de collectivités locales au bord de l'asphyxie ? Qui a fait supporter une partie de la dette grecque aux contribuables nationaux français et allemands ? Qui a augmenté de presque 11% les frais bancaires depuis 2008 ?

Ces errements ont plongé le pays dans la récession et privé les citoyens huit ans durant de croissance, de sorte que le PIB par habitant vient tout juste de retrouver son niveau d'avant 2008. Trois mille (3000) euros de richesse disponible en moyenne par personne nous ont été ainsi enlevés ! Mais le plus grave, c'est que depuis RIEN n'a changé, malgré les promesses, *la régulation attendue n'est pas au rendez-vous !*

Non, chers amis, la finance n'est plus l'ennemie puisque certains grands personnages de la Banque ont été nommés à des postes clés ... Avec de tels relais, rien à craindre, la crise bancaire s'est tout simplement transformée en crise des finances publiques par l'étrange dynamique des vases communicants.

Au Nord de l'Europe, l'Islande a choisi une toute autre option. Plutôt que de sauver les banques, ce sont les comptes des résidents qui ont été garantis. Les banquiers ont été poursuivis et certains condamnés jusqu'à cinq ans de prison ferme. *En Islande, ce sont les banquiers, jugés responsables de la faillite, qui ont payé ! Devinez qui règle la facture chez nous ?*

Dans le même temps, en France, la situation se dégrade pour beaucoup de nos concitoyens !…

*Ce texte s'est inspiré d'une chronique de JC GUILLEBAUD parue dans l'hebdomadaire « Sud-Ouest dimanche »



Luttons contre la pauvreté !

Six millions de personnes dont *trois millions d'enfants meurent de faim chaque année dans le monde* selon le programme alimentation mondial. C'est l'équivalent d'un holocauste annuel. Une forme de crime contre l'humanité que nous regardons passivement au risque de sombrer dans l'habitude.
En France, ces six dernières années, plus d'un million de personnes supplémentaires sont passés sous le seuil de pauvreté. Désormais, *8 millions et demi de nos concitoyens,* près de 14% de la population, vivent avec moins de 900 euros par mois !

Mais, voyez-vous, le risque de parler uniquement de la misère au travers des chiffres, c'est de la banaliser, de chosifier les pauvres, évitant ainsi de poser la question des causes profondes et de notre propre responsabilité. Car la pauvreté matérielle est une conséquence des relations humaines, du mépris des humains pour les humains, d'un processus d'exclusion sociale.

Ainsi, sous l'effet de l'ultralibéralisme, une idéologie de l'élimination des plus faibles a pénétré très profondément notre société. Tous les jeux télévisés actuels sont basés sur l'élimination des candidats. L'institution scolaire a toutes les peines du monde à résister à la logique infernale de la sélection et du tri social. C'est pire dans les entreprises. Il faut lutter contre cette pensée dangereuse *qui veut nous faire croire qu'une partie entière de la population mérite son sort, est exclue du jeu sociétal !*

Savez-vous que les personnes défavorisées sont, de par leur situation, les meilleurs experts pour poser les questions les plus radicales et trouver des solutions nouvelles ? De nombreuses

innovations sociales sont nées dans les zones pauvres. La méthode pédagogique MONTESSORI, par exemple, fut élaborée dans les quartiers les plus pauvres de Rome, à San Lorenzo ...

Toutes les couches sociales profitent aujourd'hui d'un système de retraite obtenu de haute lutte par les ouvriers. La misère n'est pas une fatalité, elle est l'oeuvre des hommes et seuls les hommes peuvent la détruire !

Il faut de toute urgence que l'état social lance une remobilisation de l'intelligence citoyenne, refonde des espaces de discussion collective, mobilise par des politiques actives les plus démunis, fasse en sorte qu'ils ne soient plus des usagers mais des citoyens militants.

En finir avec la délégation aux experts, aux professionnels.

Nous sortirons du totalitarisme de l'argent en ouvrant des espaces du « penser », de la *parole où tous les citoyens puissent discuter et réfléchir ensemble au monde commun.* Nous sommes toutes et tous concernés !

AGISSONS ! Car voyez-vous, la finance prend toujours le pas sur la démocratie ! Regardez ce qui s'est passé en Grèce par exemple ....



III - LES CITOYENS ABUSÉS PAR UNE PSEUDO-DÉMOCRATIE

À l'épreuve de la démocratie !

Les institutions, la commission européenne, les chefs d'état et de gouvernement des pays de la zone euro *tenaient à démontrer à leurs peuples que l'option présentée aux Grecs par SYRIZA ne pouvait fonctionner ! De leurs côté,* les grandes banques privées, les multinationales voulaient aussi *obtenir la démonstration qu'il* est *impossible de tourner le dos à « l'austérité ».* Le drame économique et social de la Grèce illustre pourtant au plus haut point *l'échec de ces politiques envers le bien commun et du plus grand nombre a*vec la hausse vertigineuse des inégalités, du chômage et le poids de cette FAUSSE DETTE ! Rappelons ici que la dette est un de moyen de chantage, un instrument de domination qui relève d'un conditionnement mental terroriste : un tabou dont le net a eût raison par la diffusion massivement en cours d'infographies et films variés ...

Ce qui motive en réalité les créanciers, ce n'est pas seulement la rentabilité mais surtout de démontrer à tous les pays périphériques qu'il n'est pas question de déroger au modèle néo-libéral !

De fait, la zone euro est devenue la région du monde dit « développé » la plus déprimée, affaiblie au moment d'affronter les défis du XXIème siècle. À commencer par la crise climatique qui requiert plus que jamais la mobilisation des énergies humaines et financières. Or, par deux fois en moins de six mois, le peuple grec a exprimé le refus de ces politiques d'austérité. Par ces votes, ils ont voulu sanctionner les comportements anti-démocratiques des responsables européens. Tous les citoyens ont pu constater le déni de démocratie subi par le peuple grec et son gouvernement.

Non seulement Alexis TSIPRAS a été empêché d'appliquer le programme pour lequel il a été élu mais les institutions européennes, le FMI ont renié leurs engagements en particulier celui de RESTRUCTURER LA DETTE grecque ! *Le résultat du référendum grec a une portée considérable qui va au-delà des simples questions économiques.* Outre la perte de confiance dans l'eurogroupe, cette crise révèle ce qu'est la construction européenne : un **système néo-colonial** avec une domination des pays de la périphérie par les états mercantilistes du Nord, grands bénéficiaires de la zone euro et principaux créanciers. Mais il y a plus grave. L'affaiblissement politique et économique de la Grèce rend problématique le rôle d'Athènes comme **pôle de stabilité** entre les Balkans, instables et le Moyen Orient, au bord de l'explosion !

Un changement de cap est inévitable mais il ne se produira qu'avec la **pression continue des citoyens et des mouvements sociaux.** C'est aussi le message que nous a envoyé le peuple Grec ! ...

☆

*L'inaction des politiques**

Alors que le pays s'enfonce dans l'austérité, c'est la stupéfaction de voir nos politiques s'invectiver sur les sujets les plus divers, déclarations à l'emporte pièce, formules ravageuses, petites phrases assassines sont légions. Tous les médias bruissent de ces piaillements qui ressemblent à s'y méprendre à ceux d'une basse-cour.

À l'extérieur, la situation n'est guère meilleure. Ainsi, après avoir tergiversé sur la Grèce, l'Europe étale maintenant ses désaccords sur les grands sujets qui devraient au contraire recueillir l'assentiment de tous et, lentement ; elle coule vers la désintégration, l'implosion malgré les appels à la raison des partisans acharnés du projet européen ! Disons-le franchement, la plupart de nos décideurs en France comme ailleurs ne sont pas à la hauteur des enjeux actuels. Alors que, un peu partout, des initiatives voient le jour, politiciens, aveugles et sourds sont uniquement polarisés vers les prochaines échéances électorales.

Entre la lucidité des citoyens et l'insignifiance des enjeux du pouvoir, le fossé s'élargit à mesure que les défis qui nous menacent deviennent planétaires. *Jamais ces sujets pourtant essentiels à notre survie ne sont expliqués et débattus !* Prenez par exemple le saccage de la planète, folie meurtrière dans lesquelles nos sociétés consuméristes se sont engagées. La récente catastrophe chinoise en est un exemple criant. Rivières polluées, victimes par centaines, flore et faune détruites. Ce désastre écologique est révélateur des menaces qui touchent l'ensemble du monde. *Nous ne devrions parler que de ces mises en danger de notre humanité aussi graves que celles du terrorisme*. Mais, non, la seule question qui nous préoccupe est de

savoir par exemple comment va se positionner le parti écologiste sur l'échiquier politique. Est-ce suffisant ? Non !!!

Prenez aussi les migrations de masse : femmes, hommes, enfants, par centaines de milliers, poussés hors de chez eux par la guerre, la faim, l'espoir d'une vie meilleure. Exploités par des passeurs, ils déstabilisent les pays de la côte méditerranéenne. Là aussi, les Européens se divisent, se querellent. Comment concilier la maîtrise des flux migratoires et le respect dû aux êtres humains ?

Une seule voix s'est élevée jusqu'à présent : celle du pape François. Désespérant, non ? Prenez enfin la panne économique de la zone euro, le chômage endémique. Devant cet échec monumental, nos décideurs guettent le moindre sursaut, le moindre frémissement d'une croissance qui ne viendra pas de sitôt. Exaspérant, non ? N'est-il pas grand temps, de réformer notre démocratie ?

*Ce texte s'est inspiré d'une chronique de JC GUILLEBAUD parue dans l'hebdomadaire « Sud-Ouest dimanche »



La démocratie confisquée par la représentation

Nous l'avons montré dans notre précédent ouvrage(4), l'expression « démocratie représentative » est contradictoire car le peuple ne peut parler et agir que par l'entremise de ses représentants. Il vote puis se tait afin de laisser les élus débattre en son nom (et ... rarement en sa présence !). Or, ***le peuple*** n'est pas une association d'individus, mais une ***association politique de sujets de droit.*** C'est sur cet accord, ce bien commun que la foule se transforme en peuple. Nous avons beaucoup polémiqué lors des attentats de Janvier 2015 sur ces jeunes qui n'ont pas respecté la minute de silence, qui ont crié « Je ne suis pas Charlie » ...

À tort nous semble-t-il. Ceux qui ont dérogé à ce cérémonial, ce sont surtout ceux qui n'ont pas accès au droit, au logement, à la santé, au travail, à l'éducation, qui se définissent autrement par les quartiers, la religion, le sang.

Nous voyons bien ce qui est en jeu dans la crise d'aujourd'hui : le peuple, construit par le droit, a défilé le 11 Janvier, celui des personnes « sans droits » se définit par d'autres voies, c'est cette coupure dramatique qui fragilise le lien social et notre société.

Il existe désormais quatre France !

D'abord, les élites économiques, politiques, qui portent souvent un regard négatif sur notre pays, car elles ne savent plus le voir tel qu'il est devenu.

Ensuite, la jeunesse partagée entre une attente énorme et un désespoir profond qu'elle exprime avec une formidable énergie qu'il faudrait canaliser en leur offrant ds perspectives d'avenir.

Nous sommes également en présence d'une autre France repliée sur elle-même, qui pense que la mondialisation est un risque, une perte.

Ce sont ces zones de déclassement qui n'arrivent pas à se projeter dans ces nouveaux équilibres. Il existe enfin une France qui lutte, souffre, se décourage parfois mais jamais ne renonce ! Il est nécessaire de les protéger et de leur expliquer les grand bouleversements qui traversent le monde et notre pays. Réconcilier ces quatre France est un impératif majeur pour reconstruire du bien commun !

Le temps presse car le désespoir, le fatalisme guettent et menacent notre démocratie. L'abstention est un des signes flagrants de ce malaise ambiant. Ce phénomène qui s'amorce dès les années 80 devrait être un signal plus alarmant que le vote extrême, lequel progresse électoralement parce que l'abstention augmente. Si des élus font son procès, proposent de rendre le vote obligatoire, ou de mettre à l'amende « les pêcheurs du Dimanche », c'est pour masquer leur propre incapacité et leur inféodation coupable à l'économie financière ? Soucieux d'avantage « de ne pas affoler le marché »plutôt que d'effectuer la mission pour laquelle ils ont été élus : servir le peuple ! (5)

La fuite des urnes serait-elle aussi un signal envoyé par les citoyens qui ne sont pas dupes de la trivialité des tractations en politique. Il y a des raisons multiples qui poussent les abstentionnistes loin des isoloirs : ceux qui sont indifférents à la vie politique, les dégoûtés, attentifs à la chose publique mais consternés par les « affaires » et la corruption des élites ; et les résignés persuadés que les élus n'ont que

peu de marge de manoeuvre et une influence limitée durant leur mandat électif.

Notons malgré tout que les abstentionnistes sont majoritairement issus des classes populaires (ouvriers, employés) et représenteraient 60% de la population alternant parfois entre vote et abstention.

Le constat est clair : les élus ne représentent pas vraiment l'intérêt général !!

Il semble bien que l'action de tous les gouvernements de gauche comme de droite depuis 1983 concernerait environ 10% de la population française, une élite très hétéroclite composée des classes aisées, grandes fortunes, personnalités influentes, journalistes, figures du sport et du spectacle.

Au XXIème siècle, les rois sont nus. c'est la raison pour laquelle ils sont si mal élus ! (5)

La crise de la démocratie, évoquée depuis des années, tient au constat désenchanté d'une crise de la représentation et plus précisément d'un sentiment (oh combien justifié !) de mal-représentation. En effet, nous ne sommes pas, en réalité, gouvernés démocratiquement !

✯



La démocratie atrophiée par la gestion gouvernementale

Nos régimes sont soi-disant démocratiques mais en réalité, notre système de gouvernance n'obéit pas à cette règle. Nous vivons l'âge d'une démocratie « atrophiée », confrontée simultanément au déclin des partis et des syndicats ainsi qu'à la non-représentation des nouvelles figures du social. L'expression citoyenne ainsi appauvrie n'a d'autres recours que que de manifester de façon protestataire.

Depuis plus de trente ans, le régime présidentiel pervertit la nature même et la forme des démocraties. Le pouvoir législatif est désormais relégué, subordonné à la fonction gouvernante. Ce basculement politique majeur n'a pas été appréhendé et nos dirigeants peinent à percevoir les racines du désenchantement contemporain et, par conséquent, à jeter les bases d'un nouveau progrès démocratique. Ce phénomène est pourtant relativement ancien.

À plusieurs reprises, en France, des mouvements politiques comme la révolution de 1792 ont tenté de rejeter l'idée de l'exercice solitaire du pouvoir exécutif. Mais chaque fois, la reprise en main est revenue en force, incarnée par un Bonaparte dès la fin de la Révolution ou par un Louis Napoléon Bonaparte en 1852, après la seconde République, ou encore au moment de la guerre de 1914-1918 quand la délibération parlementaire a cédé devant la décision et l'efficacité de l' exécutif.

La constitution de 1958 obéit à la même logique malgré quelques garde-fous parlementaires plus théoriques qu'efficaces !

Cette personnalisation du pouvoir est un contresens démocratique même si elle se fonde sur l'illusion d'une forme démocratique : l'élection.

En effet, depuis 1962, le Président de la République est élu au suffrage universel. Figure incontournable, dotée des pouvoirs que lui donne la constitution, le premier personnage de l'Etat, par sa fonction, marque une évolution politique majeure : la prédominance de l'exécutif qui s'exprime au quotidien, prend des décisions, gère les affaires courantes du pays. Ce glissement de la fonction gouvernante entraîne une modification du rôle des partis devenus, au fil du temps, de simples auxiliaires de l'activité du pouvoir exécutif qu'ils légitiment ou, au contraire critiquent tout en préparant sa défaite aux prochaines échéances électorales.

Les députés, censés représenter leurs circonscriptions, sont désormais soumis à des missions purement politiques aux ordres de l'oligarchie gouvernante.

Leurs responsables deviennent des professionnels de plus en plus « coupés » de la société civile, hommes et femmes « d'appareils » qui évoluent dans un monde clos d'où émergeront les gouvernements. Dans le même temps, *l'activité des partis est réduite à la préparation des élections, en particulier celle du Président de la République* qui mobilise toute leur énergie. Le plus grave est que la fonction représentative a été abandonnée.

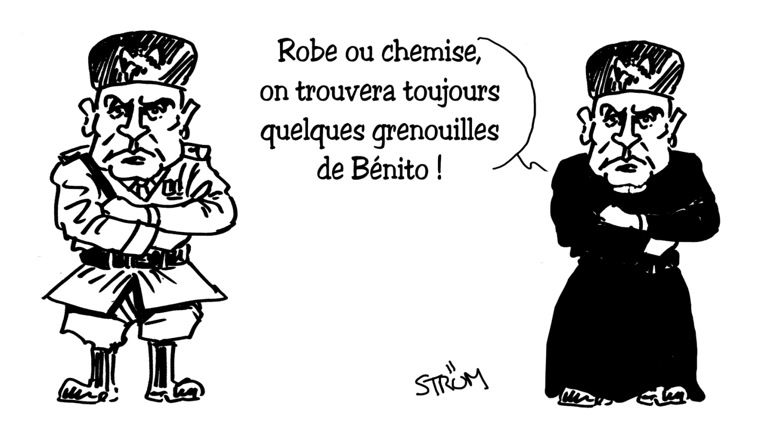
Ce « mal-gouvernement », selon l'expression de Pierre ROSENVALLON, ronge en profondeur nos sociétés et notre démocratie *reste encore largement inachevée.* (6)

L'histoire se répète nous dit Roland GORI (7). Depuis la fin du XIX ème siècle les crises des libéralismes, le discrédit des institutions parlementaires ont conduit à l'émergence des populismes, à la guerre et au terrorisme. Nous en faisons aujourd'hui l'amère expérience !

Chaque fois que le monde s'effondre, la liberté, l'égalité deviennent des valeurs abstraites, le politique s'effrite, l'accroissement des richesses collectives profite à quelques privilégiés au détriment de tous !

Abandonner ainsi le peuple à la misère économique, culturelle, sociale favorise la montée des extrémismes, des haines sociales et devient un poison qui détruit le vivre-ensemble et pervertit la démocratie !





IV LA DÉMOCRATIE COMME FONCTIONNEMENT COLLECTIF HUMAIN

Notre pire ennemi : Nous-mêmes !

Nous vivons dans un Etat de droit qui, depuis des dernières décennies, avec la crise de l'Etat-providence place les individus dans une situation délicate : chômage de masse, précarisation des postes de travail, des statuts, dérégulation de la finance, bouleversement du salariat. Soumis à la performance et à la rentabilité, nous avons le sentiment d'être traités comme des marchandises, des robots.

En effet, par le biais de procédures insidieuses, de normalisation, d'évaluation, de rationalisation, nous devenons quantité négligeable, jetable, invisible même au gré des mutations sociétales. *Or, les individus que nous sommes ne détruisent pas la démocratie* contrairement à une idée répandue. *Qui peut en effet protéger cet Etat de droit sinon nous-mêmes à condition toutefois que nous soyons capables d'agir, de penser sans nous laisser influencer. De grandir, d'accéder à une certaine forme de maturité !*

La démocratie ne peut exister sans cette implication des consciences individuelles, sans souci de chacun pour le bien commun.

Toute société a besoin de transcendance, de valeurs incarnées par chacun de ses membres sinon elle est menacée par la barbarie. Alors, il nous faut faire preuve de courage, premier élément de la protection du sujet. Nous pouvons en faire l'expérience au quotidien. Bien sûr, trahir ses principes peut nous donner un moment l'illusion de survivre, de sauver sa peau mais, si nous procédons ainsi, c'est le découragement et la mélancolie qui nous guettent. Etre courageux, c'est accepter de vivre, de faire ce que personne ne peut faire ni vivre à votre place. C'est trouver la force de se lever chaque matin, de se mettre en mouvement, c'est le début de la création mais c'est aussi la volonté de mettre en cohérence ses principes et ses actes dans sa vie personnelle.

Si chacun de nous ne travaille pas à essayer de faire le bien, à oeuvrer à la fabrication du monde commun, notre subjectivité reste latente, déficiente, inefficace. Nous ne pouvons *pas prétendre construire une démocratie sans sujets pleinement responsables de leurs actes !*

Une société qui fonctionnerait sans cette forme de citoyenneté vivante ne serait plus un collectif humain, mais une machine, une porte ouverte vers le totalitarisme. « Avoir le souci de soi » est l'expérience fondatrice de toute démocratie. Mais attention, ne confondons pas « l'individualisme » qui vise avant tout la satisfaction d'intérêts égoïstes, incompatibles avec la gestion de projets collectifs, et « *l'individuation », construction lente de sujets éthiques présents au monde, émancipé*s.

L'économie capitaliste flatte l'individualisme, fabrique des désirs standardisés afin de mieux les manipuler, persuade que chacune et

chacun d'entre nous est interchangeable, et nous conduit insidieusement à la désingularisation. C'est contre cette *volonté impérialiste* que nous devons lutter !

La « crise » que nous connaissons sous l'angle économique nous incite à nous considérer comme des victimes, alors qu'en réalité, la « crise » est surtout dans notre conception du monde, dans notre sphère familiale, dans nos relations, dans nos attitudes de soumission, de rébellion, d'autonomie.

Si nous prenons enfin conscience du fait que tant que nous chercherons à l'extérieur de nous-mêmes les cause de notre malaise, nous demeurerons impuissants à agir, à changer, à nous transformer. Depuis des millénaires, les traditions de sagesse nous l'enseignent. Notre mal-être est intérieur et non extérieur. C'est en réalité un conflit intérieur, qu'il nous faut dépasser, un *travail sur soi individue*l et *collectif* qu'il nous faut effectuer. Les « crises » humaines sont des signaux qui nous donnent l'opportunité d'apprendre et de faire évoluer l'humanité. Devenir meilleur,n'est-ce pas faire taire cette guerre qui bouillonne, gronde en nous pour instaurer la paix intérieure d'abord puis avec les autres ?

La « crise » du monde contemporain peut se résumer en une triple fracture : entre nous et le monde (« crise » environnementale), entre nous et les autres (« crise » économique), entre nous et nous-mêmes (« crise » spirituelle). Mais cette rupture dans notre intériorité ne constitue-t-elle pas le fondement des deux autres ?

Regardons l'état du monde et nous verrons ce qu'est devenue l'humanité.

Comment pourrait-elle inventer autre chose que ce qu'elle est ? Nous nous sentons impuissants, résignés, fatalistes devant la destruction progressive de notre environnement, la montée de la

violence, de l'insécurité, le retour des conflits ethniques et religieux, la confiscation des biens libres et gratuits par la consommation de masse.

Si nous voulons vraiment évoluer, nous métamorphoser, encore faut-il connaître l'origine de ce mal-être, de cette maladie sociale qui nous empoisonne et nous entraîne vers l'abîme.

Nous vivons désormais dans l'incertitude. Les évolutions technologiques, les délocalisations ont fait disparaître certains métiers, des secteurs entiers de production ont été abandonnés. Plus personne ne parvient aujourd'hui à savoir de quoi demain sera fait. Comment se protéger du chômage et du déclassement social qui l'accompagne ? *Vers quelle voie s'orienter pour ne pas se retrouver sans emploi* ?

Cette incertitude fait place peu à peu à l'inquiétude, à la peur, à la violence. Ce sentiment d'impuissance est aggravé par la solitude. Il devient difficile d'agir dans un monde complexe où nous nous éloignons de plus en plus les uns des autres. Nos représentations sont erronées, caricaturales. Les médias, les réseaux sociaux nous donnent l'impression d'appartenir à la même société mais chacun vit dans sa bulle, conserve ses préjugés, sa méfiance. Le seul moyen de se protéger reste alors le clan, la bande, la tribu où nous nous rapprochons de celles et de ceux qui nous ressemblent, en nous isolant peu à peu de nos semblables. Cette déliquescence du lien est aussi un frein à la démocratie !

Ce phénomène est amplifié par le fait que nous sommes passés en Occident d'un modèle fondé sur l'autorité à un système reposant sur l'efficacité. La tradition est abandonnée au profit des nouveaux outils de communication que nos aînés ne possédaient pas. La connaissance et le savoir sont désormais accessibles à tous mais, dans le même temps, une inversion anthropologique majeure apparaît. Ce sont les jeunes générations qui maîtrisent ces technologies modernes que

parents, enseignants ont parfois bien du mal à intégrer. Nos modes de vie ont déstabilisé les structures familiales, sociales traditionnelles. L'autorité est défaillante et c'est à la fois un repère et la confiance dans des valeurs intangibles que nous avons perdus.

Nous voilà exposés à l'insécurité, à la peur face à des violences, des rébellions que nous savons plus maîtriser autrement que par la force qui débouche toujours sur des débordements. La violence du chaos finit par remplacer la violence de la loi. Poussés par des vents incertains, nous avançons à tâtons vers l'inconnu. Nous assistons impuissants à l'effondrement des grandes utopies.

Les gouvernements de droite comme de gauche ont perdu toute crédibilité. Les oligarchies financières et technologiques, la confiscation du pouvoir des citoyens font vaciller les piliers de la démocratie. Grande alors est la tentation d'abandonner tout espoir et de nous résigner à l'immobilisme. Ou à défaut, de désigner des boucs-émissaires afin d'exorciser la violence qui monte en chacun de nous.

À moins que nous ne décidions ensemble de prendre en main notre destin commun !





À nous de reprendre la main !!!

Refonder la démocratie, c'est d'abord revenir aux valeurs cardinales de notre République : Liberté, Egalité, Fraternité. Cette devise est la pierre angulaire sur laquelle repose la citoyenneté, fondement de la démocratie que nos ancêtres ont conquis, souvent au péril de leur vie. Ils croyaient en un idéal, l'Histoire est là pour nous le rappeler. C'est toujours lorsque la Nation est menacée que des citoyens de toutes origines, de toutes conditions dépassent les oppositions politico-idéologiques pour parler d'une seule et même voix. Ce sont ces moments de convergence qui ont provoqué une accélération de l'Histoire.

En 1789, lorsque la noblesse, le clergé et le tiers-état se retrouvèrent pour s'ériger en Assemblée nationale. En 1830, Orléanistes et Républicains firent front ensemble pour s'opposer aux partisans d'une régression radicale. En 1848, le centre droite et l'extrême gauche s'unirent un instant pour rétablir le suffrage universel. En 1943, des patriotes de tout bord des communistes aux libéraux constituèrent le Conseil national de la Résistance. Pour sortir le pays du guêpier indochinois, puis du bourbier algérien, des socialistes, centristes, conservateurs, sous l'impulsion de Pierre-Mendés France puis du Général de Gaulle trouvèrent des compromis. Comment ne pas parler des guerres atroces qui emportèrent des générations de jeunes gens, laissant la France exsangue et dépeuplée. Comment ne pas évoquer la lutte héroïque qu'ont mené les Résistants pour s'opposer à l'occupation et pour que nous puissions vivre libres ! Toutes ces

alliances, tous ces combats idéologiques n'avaient qu'un seul objectif : réformer, régénérer, libérer le pays !

Nous vivons aujourd'hui une situation inédite. Pour la première fois de notre Histoire, nous sommes en paix depuis soixante-dix ans. Si nous excluons les guerres de décolonisation, loin de l'Hexagone, les opérations extérieures au Mali, en Centre-Afrique, dans l'ex-Yougoslavie, voilà donc deux générations qui n'ont plus la guerre dans leur paysage mental.

Nous avons oublié à quel point la paix, la démocratie et nos valeurs fondatrices devenaient fragiles.

Nous avons subi en janvier et novembre 2015 une série d'attentats qui ont brisé cette longue accoutumance à la paix alors que nous pensions qu'elle était l'état naturel d'une société. « L'esprit du 11 janvier », disait-on allait réveiller notre attachement à la République. Ce fut vrai pendant quelques semaines et puis, tout est retombé assez vite. Nous avons été « sonnés » le 13 novembre. Ces attaques suffiront-elles à provoquer enfin un sursaut durable de l'esprit de citoyenneté, du sentiment d'appartenance à une communauté qui nous dépasse en dépit de nos désaccords ?

La démocratie constitue le ciment qui devrait nous unir. Or, ce cadre n'est pas donné une fois pour toute. Il faut l'entretenir car il appelle une délibération collective qui permet de trouver un juste équilibre entre la sécurité collective et les libertés individuelles.

- « La citoyenneté capacitaire » (8)

La démocratie a besoin de l'individu. L'Etat de droit fabrique les conditions d'émergence d'un sujet libre qui, en retour, s'inscrit dans un désir de protection de l'Etat de droit. Le problème est que les citoyens se retrouvent « piégés » par le pouvoir politique qui trouve sa force dans les soumissions, les capitulations, les renoncements. Le verbe « pouvoir » doit donc être repensé, réinvesti dans une autre

dynamique de « faire », « investir », « innover ». Or, ce n'est pas le sens que nous lui donnons habituellement. Nous le percevons au contraire comme un système de confiscation qui, justement, empêche d'agir. Nous devons apprendre à déconstruire cette croyance que nous avons dans le « pouvoir » et mettre en œuvre une autre politique qui le dépasse.

C'est le défi du XXIème siècle. Le futur ne pourra s'expérimenter qu'à travers des initiatives créées par les acteurs de la société civile. Regardez autour de vous !! Les grandes innovations, révolutions culturelles n'émanent ni du monde politique, ni du monde intellectuel, mais d'un peu partout. Qu'il s'agisse de « l'allocation universelle » ou de la création du « temps citoyen » dédié à l'apprentissage de la citoyenneté dans les entreprises, les administrations.

En affirmant par exemple que le travail doit être source d'émancipation et non de survie, en trouvant les moyens humains et financiers pour former à une souveraineté active, participative. Chacun à son niveau peut faire évoluer des projets ambitieux déterminant pour l'Etat de droit.

« La citoyenneté capacitaire » est une liberté inspirée des Modernes. Ce n'est pas une délégation de représentation politique mais une participation, une implication plus directe de tous à la vie démocratique. Au moment où les intégrismes, les fascismes, les populismes se développent la question de la sauvegarde de la démocratie se pose désormais de manière cruciale. Comment faire en sorte pour que les individus aient le souci constant de conserver l'Etat de droit ? Sans travail préalable sur l'individuation, la vie démocratique ne demeurera qu'un leurre. Le souci de soi et celui de la cité sont intrinsèquement liés. (9)

Chacun peut en faire l'expérience. Toute vie sociale repose, à priori, sur des principes justes, éthiques qui finissent souvent par produire

des effets pervers dès qu'il s'agit les mettre en œuvre. Victimes de l'égo, nous nous replions sur nous-mêmes, devenons autocentrés, individualistes alors que l'enjeu est au contraire relationnel. « Se centrer sur soi, pour mieux se décentrer sur les autres, sur le monde », comme se plaisait à dire notre ami, neurophysiologiste, Paul CHAUCHARD.

« Se connaître soi-même » et accéder à cette qualité de présence nécessite trois dynamiques de connaissances et de comportements que la philosophe Cynthia FLEURY développe dans un ouvrage très instructif et fort bien documenté. (10) : « *Les irremplaçables »* .

Avec la première, nous accédons au Réel, à ce que nous bâtissons ensemble, rencontres, évènements, inventions. Sans imagination, pas de construction possible. Faculté de l'âme et du cœur, aux confins des mondes sensibles et intellectuels, *l' imagination est une puissance créatrice inouïe qui nous permet de verbaliser et de comprendre ce qu'est le Réel.* Par exemple, si nous imaginons, dans un univers précarisé, l'hypothèse d'un revenu universel, nous participons à la construction du Réel de demain. Vous pourriez nous rétorquer que c'est une vision utopique comme nous le disions hier de beaucoup de découvertes dont nous profitons aujourd'hui.

La seconde faculté est la douleur non pas physique mais de la pensée comme *courage et donc comme souffrance possible.* Que sommes-nous prêts à risquer, à payer même pour penser et agir selon nos principes ? Penser, c'est agir, et agir c'est prendre des risques, le risque de la pensée. C'est une expérience que chacun d'entre nous a pu faire. Telle action que je crois nécessaire et souhaitable n'engage que moi. Dès cet instant, nous sommes seuls et en danger. L'accès à la vérité est un processus douloureux. Connaître et se connaître impliquent de prendre des risques.

Enfin, l'humour, *capacité de décentrement, de mise à nu de la réalité sociale, de résistance au pouvoir, non par la violence* mais par la *déconstruction symbolique*. Cette force comique nous permet de mieux comprendre parfois l'absurdité du réel, notre propre insuffisance et notre conscience du manque. L'humour nous aide à construire ailleurs un espace de liberté, effort que nous déployons pour nous lier au discours que nous énonçons.

Quelques autres principes de paix.

Nous avons une conception réductionniste du monde, qui s'est accéléré depuis trente ans et qui a favorisé l'émergence de la société de consommation. Nous sommes aujourd'hui à l'ère de la globalisation. Les valeurs sont les fondements de la vie commune. Or, les grandes civilisations, jusqu'à une époque récente, se sont construites sur des valeurs partagées mais, elles vivaient les unes à côté des autres en s'ignorant.

Comment peut-on aujourd'hui, dans un monde globalisé, évoluer sans valeurs communes ? C'est impossible. Nous ne dialoguons plus autrement que sur le monde consumériste, le plaisir assez superficiel de la consommation.

Quelles sont donc les valeurs qui pourraient constituer le fondement de la démocratie ? En occident, nous plaçons la liberté comme valeur cardinale. La modernité s'est constituée sur l'émancipation de l'individu, alors que les sociétés traditionnelles

placent le partage, la communion, la justice au-dessus de tout. Nous voyons bien qu'il existe un conflit de valeurs dont même le sens a évolué au fil du temps.

La liberté par exemple était avant tout spirituelle, maîtrise de soi, contrôle des pulsions, domination des émotions, des passions. Nous avons perdu l'essence de cette notion pourtant essentielle, devenue désormais, épanouissement individuel selon les potentialités propres à chaque individu. C'est une autre conception de la liberté, version politique, que l'Etat garantit par le biais des **Droits de l'Humain.**

La liberté individuelle est le moteur des valeurs occidentales alors que l'esprit de fraternité est celui des sociétés traditionnelles. Une civilisation planétaire ne pourra fonctionner que si ces deux valeurs sont associées. Nous crevons du manque de communion, de compassion, d'amour, de lien. Nous sommes isolés les uns des autres et nous avons besoin de fraternité, alors qu'à côté de nous, le monde traditionnel pâtit d'une absence de liberté individuelle. Nous le voyons avec les femmes qui ne jouissent pas des mêmes droits, ne peuvent accéder au travail, à l'éducation.

Le rééquilibrage entre fraternité et liberté est plus que jamais nécessaire sans oublier la justice, le respect, la vérité.

Trois autres vertus nous paraissent indispensables :

-***L'humilité*** : N'attendons pas les drames souvent tardifs pour nous interroger sur nos maux intimes, ne les transformons pas en reproches contre autrui.

-***La responsabilité*** : Personne d'autre que nous n'est responsable de notre douleur, du sens que nous donnons à notre existence.

-***L'engagement*** : Dépasser notre misère, poser des actes là où l'inertie de notre histoire ne permettait pas de la faire. Apprendre à engager notre vie au service des autres.

Il y a urgence à redonner de la cohérence à ces valeurs et surtout aux valeurs cardinales de notre République.

Où sont-elles aujourd'hui dans cette France en proie à ces vieux démons ? La liberté des uns existe souvent au détriment de celle des autres, l'égalité est supplantée par les inégalités, la fraternité est menacée par l'individualisme et la concurrence de chacun contre tous.

Oublier ces valeurs revient à détricoter les liens sociaux qui structurent notre société, à ignorer les plus fragiles, à ne plus savoir écouter, comprendre, débattre.

« La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale.» Tel est l'article premier de notre constitution. Notre démocratie contemporaine n'est plus à la hauteur de ses idéaux. Les élus, censés représenter les citoyens devraient être capables de dialoguer, d'inventer, de renouveler des idées, de proposer des alternatives, de réveiller l'espérance. Or, que constatons-nous ? Nous sommes confrontés quotidiennement à des discours creux, marqués par la lutte des ambitions personnelles, le combat des égo, l'invective stérile, le mensonge, l'imposture. Ceux qui souhaitent conforter l'autorité de l'Etat ne cessent en réalité de l'affaiblir. Les promesses tiennent lieu de politique, la désignation de boucs-émissaires devient la solution à tous les problèmes. La suprématie de la langue de bois, de l'amalgame, de la confusion sont autant de coups portés à la démocratie, qui alimentent en retour égarements, endoctrinements et désillusions.

Trop de communes sont frappées du syndrome « pas chez moi » surtout les plus riches qui continuent sans vergogne, avec indifférence et mépris à ignorer la loi en matière de logement social. Pas de pauvres !!! Pas d'immigrés !!! Voilà le slogan du chacun pour soi, chacun chez soi !!! Quels ressentis de tels agissements peuvent-ils provoquer chez celles et ceux qui se sentent ainsi exclus ?

De la haine, de la violence et de la révolte. Il ne suffit pas de décréter le « vivre ensemble », l'essentiel est de le mettre en œuvre ! Tel est défi, le véritable état d'urgence pour éviter le délitement de la société française.

L'article premier de la constitution assure « l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction de l'origine, de race ou de religion ». Là encore, la République n'est pas à la hauteur des espérances qu'elle suscite. En lieu et place du respect, de la tolérance, notre conception de la laïcité *se conjugue avec l'interdiction et l'exclusion !* Certaines entreprises pratiquent une discrimination à l'embauche selon l'origine et la religion (11).

Les valeurs de l'école dont la laïcité est la plus visible ne peuvent fonctionner que si, *effectivement, elles aboutissent à créer de l'espoir chez les jeunes* et plus particulièrement chez ceux qui sont issus des immigrations. Si l'institution scolaire fournit des savoirs qu'ils jugent inutiles, ce sont toutes les valeurs transmises dont la laïcité qui ne sont plus crédibles. C'est sur ce terreau qu'émergent le salafisme, le djihadisme mais aussi le Front national.

Attention !! Aujourd'hui, le dernier rempart que constituent les professeurs menace de s'effondrer d'autant plus que Daech vient de les désigner comme des cibles privilégiées.

- Des antidotes : la fraternité, le conflit, l'esprit critique (12) **.**

Gérer la haine est une tâche difficile. L' empathie, la bonne volonté, la générosité, les rappels à la morale ne sont pas suffisants. Elle résiste à toutes les tentations et, lorsqu'elle survient, elle est sauvage et dévastatrice. Ce qui nous empêche de vivre ensemble, c'est essentiellement le fait de pouvoir s'unir avec celles et ceux qui sont différents. Nos relations sociales sont marquées par des peurs qui se

transforment en violences, parfois brutales, parfois plus insidieuses qui se manifestent souvent par des regards et des attitudes hostiles.

Si nous voulons conjurer la haine, nous devons investir des espaces de rencontre avec des sujets qui ne vivent plus ensemble aujourd'hui. La ségrégation, l'exclusion sont des obstacles à ces liens indispensables à la paix civile. Cet esprit de fraternité ne peut en effet advenir que si nous avons traversé ensemble des épreuves, vaincu des obstacles, si nous sommes engagés dans une aventure en commun.

La fraternité implique une aide mutuelle, un soutien, une compassion avec l'Autre, ce semblable qui connaît les mêmes doutes, les mêmes émotions, les mêmes peurs que moi, qui est mon frère, ma sœur en humanité, à qui je vais tendre la main dans une relation vraie, honnête, généreuse.

Difficile de faire la paix en soi car jamais nous n'avons été autant confrontés à la violence qu'aujourd'hui. Violences urbaines, familiales, conjugales, conflits lointains pour des territoires ou pour une religion.

Mais il existe des violences plus sournoises, moins visibles dont nous pouvons être auteurs ou victimes et qui rythment souvent notre vie quotidienne. Dès que nous ne pouvons agir, dès que nous sommes envahis par la peur, la violence peut surgir dans nos relations, dans nos couples, nos familles, nos écoles. Elle habite en chacune et chacun d'entre nous, à l'état latent, bien entendu ; ne nous empêche pas de vivre avec les autres mais elle contribue au repli sur soi, à la mise en place de protections, à la méfiance, la défiance, et peut prendre diverses formes : tournée vers l'extérieur ou contre nous-mêmes : humiliation, abandon, agression, culpabilisation, en constituent quelques modes d'expression.

Comment y échapper ? Par le conflit, surprenant, n'est-ce-pas ?

La violence apparaît quand le conflit n'est pas possible, quand nous ne prenons pas le temps d'exprimer nos désaccords, notre mal-être, quand la confiance pour se parler, dire ce que nous pensons est absente. La peur du conflit empêche toute confrontation, tout dialogue. Et pourtant !!! *La seule manière de faire taire la violence est de mettre à jour les différends pour résoudre une situation. Chaque point de vue, s'il est entendu, compris, contient une partie de la réalité.* Il s'agit alors de considérer les prises de position opposées, de les agencer pour permettre à chaque protagoniste d'envisager une solution satisfaisante, par le dialogue, dans une relation où nul ne cherche à détruire, humilier, manipuler l'Autre.

La violence n'est pas niée mais reconnue, transformée, humanisée par la parole.

Nos émotions, nos désirs, nos passions sont autant de filtres qui nous empêchent de voir la réalité de ce que nous sommes, de ce que sont les autres et le monde, proche ou lointain. Nous vivons alors dans l'illusion qui, souvent, bloque notre intelligence et notre jugement. Ainsi, *prisonniers d'idéologies ou de normes,* en recherche de boucs-émissaires, nous sommes dans l'incapacité d'agir efficacement. Nous nous fabriquons des dangers imaginaires, des peurs inconscientes qui nous conduisent à idéaliser ou, au contraire, à diaboliser nos congénères. Ces dynamiques paralysent notre quotidien, notre couple, notre famille, nos amis, notre vie sociale et professionnelle.

Comment échapper alors à cette manipulation qui parasite nos besoins affectifs, de reconnaissance, de sécurité, de valorisation que nous éprouvons tous ?

L'illusion se manifeste soit par la soumission ou par la rébellion face aux croyances, aux préjugés du milieu social au sein duquel nous évoluons. Nous pouvons nous résigner à accepter passivement les manières, les idées reçues de notre environnement ou, à l'inverse,

entrer en résistance, nier, bousculer, provoquer les croyances qui ont cours dans notre « niche environnementale ».

Grande alors est la tentation de se construire une manière de voir le monde fait de certitudes absolues, d'idéologies qui prétendent tout expliquer. Coupés de la réalité vivante, la violence, le refus d'entendre les autres, de les combattre refont surface, malgré nous.

En tant que citoyen, nous devons travailler sur les tentations totalitaires qui grondent en nous et autour de nous. Ne sombrons pas dans la barbarie, l'exclusion !!! Prenons garde !!! Le totalitarisme est à l'œuvre insidieusement et menace notre démocratie. Il se manifeste par la *volonté de dominer, de contrôler, de tout régenter*. Il suscite l'adhésion en maîtrisant les corps, les comportements, les réactions, les idées, en faisant se regrouper des individus au sein de groupes, de clans qui n'ont d'autres finalités que de démultiplier la haine, de désigner des boucs-émissaires permettant ainsi de nourrir les fantasmes de vengeance, de combler les manques en oubliant la réalité qui les blesse.

Dans notre pays, des citoyens se constituent en communautés séparées et ennemies. Regardez autour de vous ! Attaques contre les représentants des institutions publiques, jeunes engagés sur la voie de la radicalisation, polémiques sur l'antisémitisme, sur l'identité, chômage endémique, insécurité. Tous les ingrédients sont là pour qu'un jour, la démocratie affaiblie laisse un « chef » ravir le pouvoir et mettre en œuvre une politique de haine, de purification ethnique ! Nous ne sommes plus à l'abri de la tentation du pire ...

Comment développer notre esprit critique ? En premier lieu, réfléchir sur toutes les « vérités » auxquelles nous croyons et se demander si elles sont du domaine de la soumission ou de la rébellion. La réalité est complexe et ne peut se réduire à un simplisme manichéen.

Apprendre ensuite comment nos peurs exercent une emprise sur nos existences au point de nous rendre impuissants à agir, à penser autrement. Ces craintes diffuses, cette méfiance peuvent conduire à des réactions d'auto-défense. Refuser cette violence en soi amène à des visions tronquées. Victimisation, diabolisation cristallisent alors des idées fausses soutenues par des présupposés idéologiques.

Agir ensemble, collectivement est la seule voie qui mérite notre attention. Notre intelligence s'enrichit lorsque nous la partageons avec autrui. « Je suis le lien que je tisse avec les autres » se plaisait à répéter notre ami Albert JACQUARD. Il en va de même pour la créativité qui grandit lorsqu'elle se mêle avec celle de nos semblables.

Passer du « je » au « nous » est vital pour que « nous ne périssions pas comme des idiots » disait le regretté Martin Luther KING. Tout cet élan porteur de sens repose sur l'estime et la confiance en soi qui permettent en retour l'échange, la collaboration et le développement de toutes celles et de tous ceux qui s'impliquent dans ce processus d'évolution.

Etre intelligent, c'est être relié aux autres pour s'améliorer, c'est mettre son esprit critique, sa réflexivité au service d'une intelligence collective, c'est sortir du sentiment d'impuissance, du défaitisme pour faire émerger des idées, des propositions et venir à bout d'une situation difficile, inquiétante. L'Autre n'est plus dangereux si nous sommes unis et féconds dans nos échanges.

☆





V - JEUNESSE ET ÉDUCATION

Un impératif majeur : Oser la jeunesse !!! (13)

La querelle entre les jeunes et leurs aînés a toujours existé. Déjà, au milieu du XVIIème siècle, Blaise PASCAL critiquait les errements de la jeunesse et pourtant il est mort à 39 ans. Jusqu'à une époque récente, être vieux n'avait pas grande importance puisque tout le monde était assuré d'en profiter à condition de patienter.

La jeunesse est un état transitoire. L'argent, le pouvoir, l'apanage de la maturité, un privilège de l'âge. « Attendre que le temps fasse son œuvre » n'avait donc rien de choquant. Mais tout a changé. Les jeunes générations pâtissent de l'allongement de la durée de la vie, des bouleversements de la société, des conditions économiques qui profitent essentiellement à leurs prédécesseurs, nés sous de meilleurs auspices. Jugez plutôt. : (14)

- Un million des 18-29 ans vit sous le seuil de pauvreté (13% d'une tranche d'âge).
- Le taux de chômage des moins de 25 ans est de 24%.50% des salariés de moins de 25 ans sont en contrat précaire contre 10% des moins des 25-49 ans et 5% des plus de 50 ans.
- 20% des étudiants sont touchés par des troubles dépressifs, 19% n'ont pas de complémentaire santé.
- 77% des 18-34 ans se sont abstenus aux élections européennes de 2014.

- L’âge moyen des députés élus en 2012 est de 60 ans, alors que l’âge moyen de la population française est de 40 ans.

Les jeunes sont pourtant notre avenir, notre principal atout, nos espoirs de compétitivité, de création, d’innovation. Mais, ils sont absents des cercles politiques, les partis leur font les yeux doux mais tentent de les manipuler, les partenaires sociaux s’en méfient. Les campagnes électorales les ont ignorés depuis 1974, jusqu’à la promesse faite à leur encontre par François HOLLANDE, candidat à la Présidence de la République. Qui porte aujourd’hui la parole de la jeunesse française ? Pas grand monde. Le risque est grand de les voir séduits par les extrémistes de tous bords. Les deux benjamins de nos assemblées ont été élus sous la bannière du Front national !!!

Une société qui s’obstine ainsi à exclure sa jeunesse sans jamais se remettre en question, la précarise, l’angoisse, l’exploite, l’infantilise, est gravement malade comme en témoignent aujourd’hui nos démocraties d’experts et de marchands.

La plupart des jeunes ont pourtant soif d’idéaux, adhèrent, se mobilisent pour des idées, des valeurs de justice, de liberté. Ils rêvent de fraternité, de solidarité, se retrouvent portés par des émotions vives qui les transportent, et augmentent leur désir d’exister. Nos leçons de morale, de civisme, de démocratie ne les séduisent guère car elles ne les divertissent pas. Ils ont besoin de les mettre en actes, de les vivre.

Oui, nos jeunes savent faire preuve d’intelligence et d’humour mais souvent, trop souvent, les adultes les empêchent d’exploiter leur formidable potentiel, de partager avec eux leurs souffrances, leurs joies, leurs espoirs. Privés de moyens d’expression dès qu’ils se passionnent pour ce qui les concerne, nous les incitons à devenir des consommateurs passifs, à s’agiter pour des spectacles, des divertissements inconséquents. *Avez-vous remarqué combien les médias les ringardisent* en les mettant en scène devant un jury qui les

note, les rabroue, les rabaisse, à tel point qu'ils finissent par accepter leur statut et intègrent le fait d'être ainsi transformés en produits de consommation ? La prophétie d'Andy WARHOL selon laquelle chacun d'entre nous aura envie d'être célèbre au moins quinze minutes dans son existence est en train de se réaliser ! Narcisse renaît de ses cendres mais à quel prix !!!

Notre société n'est pas tendre avec sa jeunesse qui se protège comme elle peut en créant sa propre culture à l'image de celle qu'ont connu leurs aînés. Souvenez-vous !! Les années 1960-70 bousculaient déjà la culture bourgeoise, puritaine, les valeurs matérialistes, consuméristes. Rock, poésie, amour libre, expériences psychédéliques étaient autant de modes d'expression qui participèrent à l'évolution des mœurs.

Plus récemment, la culture hip-hop des années 90 est l'avènement d'une contestation purement culturelle avec le rap, les graffitis, la poésie mais elle fut rapidement récupérée par des mouvements politiques actifs et bien structurés. Car voyez-vous, le marché, flairant la bonne affaire, menace la contre-culture en la transformant en pur produit de consommation. Elle perd au passage sa charge contestataire contre un système honni qui finit par se l'approprier en la vampirisant. Seul le collectif permet de la faire perdurer, de la rendre socialement féconde, d'assurer in fine une mutation des mentalités et des pratiques culturelles.

La jeunesse est par essence débordante d'énergie, joyeuse, insouciante, elle a besoin pour s'exprimer d'un brin de folie, d'incohérence, de désordre nécessaires pour créer, inventer, trouver sa place. Les réseaux sociaux lui fournissent aujourd'hui ces espaces virtuels grâce auxquels les jeunes marquent les consciences, déjouent l'impérialisme néo-capitalisme d'un nouvel ordre mondial : nouveaux codes, nouvelles indignations, nouveaux projets de vie, nouveaux

modes relationnels qui viennent bousculer les structures politiques en place.

Là où règnent la centralisation, l'homogénéisation, une jeunesse décomplexée encourage la vraie démocratie, directe, pluraliste, proches de ses préoccupations, ouverte sur le monde.

Ne soyons pas cependant trop optimistes !!!

Nous avons évoqué précédemment une jeunesse qualifiée de « messianique » par les sociologues, capable de rupture, de transformer la société. N'oublions pas qu'il existe aussi une jeunesse « fragile » qui a besoin d'être protégée par une justice spécifique à côté de laquelle grandit une jeunesse « dangereuse », certes minoritaire, qui alimente les discours électoraux et qui permet de faire accepter à la population des mesures sécuritaires. Autrefois, il était admis que les jeunes fassent des « bêtises » , aujourd'hui ces mêmes comportements sont perçus comme des « incivilités » punies par la loi. La société ne semble plus comprendre que la jeunesse a besoin d'expérimenter, de mûrir, de se socialiser, comme hier, par le biais de quêtes identitaires. La « politique » de la jeunesse devient la « police des jeunes ». Dans cette perspective, la jeunesse ne serait plus reconnue apte à s'exprimer, à revendiquer ses idées. Il serait donc nécessaire de la protéger mais aussi de la prémunir contre d'éventuelles «contagions».

Comme en 2006, par exemple, lors des manifestations contre le contrat de première embauche, où des élus, proches du gouvernement, accusèrent les jeunes d'être manipulés par les syndicats, « les estimant en danger ! » Ras le bol !

La génération qui détient les responsabilités ne semble toujours pas prête à les partager ! La société évolue en direction des personnes âgées qui disposent d'un patrimoine, détient la richesse, et s'exprime massivement lors des consultations électorales. La jeunesse a du mal à trouver sa place. Absent du débat public, le renouvellement du pacte

des générations pourrait pourtant conduire à des interactions favorables à toutes les composantes en présence. Cela suppose que les *institutions acceptent d'être socialisées par la jeunesse et que les adultes reconnaissent aux jeunes des compétences et des connaissances tout aussi utiles à la société !*

Que faut-il donc mettre en œuvre pour assurer cette solidarité intergénérationnelle ?

- La transmission : Les jeunes ont besoin de rêver, « d'apprendre pour entreprendre ». Soutenus, ils sont capables de se surpasser, de développer tous leurs talents. Pour y parvenir, l'écoute, la confiance des aînés est essentielle mais pas suffisante. Il convient d'y ajouter les conseils, l'accompagnement, sens premier du mot pédagogie. Oui, notre jeunesse est douée pour peu que nous lui tenions la main ! Interconnectée, elle permet aux adultes de bénéficier de ses compétences qui lui transmettent en retour leurs expériences, leur statut et leur regard sur le monde.

- L'engagement : L'obsolescence programmée nous oblige à revoir, à mettre à jour en permanence nos savoir-faire. Les jeunes excellent en ce domaine mais l'enthousiasme qu'ils manifestent doit être tempéré, ancré dans un projet de société. C'est le rôle des aînés de leur fixer un cap, une vision humaniste et réaliste, un espoir, de leur donner « le goût de l'avenir. » Le dialogue entre tradition et modernité s'inscrit dans ce cadre.

- Le dépassement : Pas facile d'être jeune. L'héroïsme auquel ils aspirent, la justice qu'ils revendiquent demande courage, ténacité, vertus sans lesquelles ils seront vite saisis par le doute et l'impuissance. S'ils trouvent à leur côté des adultes qui leur enseignent la persévérance, l'opiniâtreté, ils apprendront à repousser leurs limites, à se surpasser. C'est cette force, cette assurance, cette expérience que les aînés sont conviés à leur témoigner. Ambition

noble, généreuse, vaste chantier sans cesse remis sur l'ouvrage de la vie.

- L'humanisme : Aimons la jeunesse. Cet amour inconditionnel nécessite dévouement, autorité, énergie, exigence. Etre aimé est d'une grande simplicité si nous cédons sur tout. L'amour mature s'inscrit dans la durée, dans l'épanouissement social et le partage. Ce lien intergénérationnel se fonde sur l'échange de passions et sur le besoin d'humanité.

La responsabilité des aînés envers les jeunes est énorme. Ils ont à veiller sur eux sans les étouffer, les laisser s'épanouir sans chantage affectif, développer leur indépendance et leur capacité à se prendre en charge individuellement et collectivement, leur apprendre à penser, à relativiser, à se questionner.

Croyons en notre jeunesse capable de se mobiliser autour de valeurs positives comme l'amour de l'autre, la protection de la planète, les actions humanitaires et l'Europe au sein de laquelle nos jeunes demandent à travailler, vivre, étudier.

Une large majorité des moins de 30 ans considère que la politique est importante (étude réalisée en 2013). Ce sont les jeunes qui ont incarné la génération Charlie avec cette photo qui a fait le tour du monde d'une assemblée de jeunes manifestants sur la statut de la République.

Développons un nouveau contrat social pour leur donner leur place de citoyen à part entière. Quelques pistes méritent d'être étudiées.

- Transformons la vie des partis en rendant *obligatoire la représentation des jeunes* ce qui passe par le renoncement au cumul des mandats, le renouvellement des listes, le changement de gouvernance.
- *Soutenons les associations* qui oeuvrent pour la diversité en accompagnant les jeunes dans l'accès aux formations de leurs rêves.

- Faisons en sorte qu'ils puissent *être candidats aux élections*, tâche impossible aujourd'hui en raison du coût financier énorme accessible seulement aux partis traditionnels.
- Réservons-leur un *quota obligatoire sur les listes pour les élections européennes.*
- *Facilitons-leur l'accès à l'information en leur donnant gratuitement* la possibilité d'un abonnement à un quotidien de leur choix.
- L'expérience montre que seuls les plus fragiles peuvent bénéficier d'aides à la mobilité, aux soins, au logement. Notre société cloisonne, compartimente, procède à une sélection implicite qui en exclut, de facto, une partie des jeunes qui n'ont droit à rien. Trop de dispositifs existent et cette multiplicité devient à terme contre-productive. *Un guichet unique, ouvert à tous, s'impose démocratiquement !*

Accordons à la jeunesse la place qu'elle mérite si nous voulons entraîner son adhésion ! Les jeunes ne se satisfont plus d'un avenir écrit par d'autres où ils n'ont qu'un rôle subalterne à tenir.
« Le plus grand danger dans une démocratie, c'est la négligence des citoyens », disait Pierre Mendés France.

Ne négligeons pas notre jeunesse !!

☆



Le pari de l'éducation.

L'éducation est un des biens les plus précieux dans nos sociétés qui devrait nous permettre de penser, de préparer l'avenir en tenant compte des leçons du passé. Un exemple nous vient immédiatement à l'esprit pour illustrer notre propos : les pays du Maghreb dans lesquels les jeunes se sont soulevés en utilisant Internet et les réseaux sociaux. Ces printemps arabes, comme nous les avons appelés, n'ont pas connu l'issu*e tant espérée !*

Pourquoi ? À peine la révolution achevée, des élections ont été organisées au nom de la démocratie. Les citoyens ont eu peur de ces jeunes capables de descendre dans la rue pour faire valoir leurs droits !

Ils ont donc voté un peu pour les religieux, un peu pour l'armée. Comment aurait-on pu alors penser une autre alternative ? Par une éducation qui *permette à cette jeunesse d'anticiper d'abord les conséquences de sa révolte avant de se soulever, autrement dit, de proposer en amont, des solutions nouvelles* ...

L'enseignement devrait accompagner les jeunes, les aider à générer le changement sans qu'une révolution ne soit nécessaire. Ce qui leur a manqué, c'est une approche politique. Ces jeunes ont été capables de se lever contre une dictature, ensuite, ils se sont divisés, faute d'une organisation véritable. Nous connaissons la suite…

Regardez en Espagne, les « Indignés », mouvement intéressant mais qui a tourné court avant de se structurer en parti politique autour de « Podemos ».

Aux Etats-Unis « Occupez Wall-Street » s'est enlisé doucement ... En apparence seulement, car le Sphynx ne peut que renaître de ses cendres tant qu'existera l'espoir d'un meilleur monde possible !!

Nous n'avons pas de réponse à fournir à ces jeunes car nous ne disposons pas d'un cadre conceptuel nouveau susceptible de les aider à s'en sortir. ***L'éducation a un rôle majeur à jouer dans la formation citoyenne.***

Or, les individus sont aujourd'hui formatés aux attentes du système social en place, inspiré par les priorités de l'idéologie marchande et financière !

Trêve d'hypocrisie. Ce que nous appelons « éducation » est en réalité une machine à fabriquer les « bons petits soldats » d'une économie triomphante et non de futurs êtres humains capables de penser, de critiquer, de créer, de maîtriser et de gérer leurs émotions !!

L'école républicaine en France en particulier a construit, au fil du temps, un rapport étrange entre le système scolaire et l'intégration sociale. Ce modèle est paradoxal dans la mesure où, d'un côté, il s'identifie à la raison, au progrès, à la citoyenneté, et de l'autre, il continue à se référer à un tout autre universel de type religieux et sacré.

Le problème est que, jusqu'à un passé récent, l'école laïque fonctionnait sur des principes de sélection extrêmement tranchés. Autrement dit l'origine sociale, la naissance conditionnaient les carrières et les espérances scolaires des élèves. Les enfants du peuple allaient à la communale, ceux de la bourgeoisie au lycée, le collège, réservé aux plus méritants, accueillaient ceux qui, issus des milieux populaires, avaient du talent, des dons, de la « vertu !»

Cette école pouvait apparaître comme juste dans une société qui ne l'était pas. Elle n'était pas directement responsable de cette ségrégation dans la mesure où, les inégalités se situaient en amont du système scolaire mais, surtout, elle apparaissait ferme sur ses principes universels et nationaux. De plus, elle était le pur produit d'une France industrielle et paysanne au sein de laquelle l'accès à

l'emploi de la majorité des individus était indépendant de leur niveau de formation.

Avec la massification scolaire, l'inégalité est rentrée dans l'école. Alors que dans le modèle républicain, elle incarnait un principe de justice face à une société injuste, dans l'école de masse, c'est elle-même qui se charge de la sélection. Ce qui est grave, insupportable est que, dans ce processus de pseudo-démocratisation, les élèves en arrivent à penser, à intégrer le fait qu'ils sont directement responsables de leur sort.

Il faut bien comprendre que notre système éducatif fonctionne selon deux principes essentiels. D'un côté, il reconnaît la souveraineté et la liberté des sujets directement concernés par leurs performances, de l'autre, il sélectionne et hiérarchise des compétences. Avec la multiplication des soutiens, des remédiations, l'élève se perçoit comme seul coupable s'il ne réussit pas.

Voici la contradiction fondamentale des sociétés démocratiques et inégalitaires. Le jeune en échec ou exclu est l'auteur de son destin. (15)

Le malaise grandissant de toute cette partie de cette jeunesse condamnée à l'exil dès que le système ne peut l'intégrer témoigne bien de cette aliénation. De plus, l'idée selon laquelle faire de bonnes études donnait une qualification et un emploi ne fonctionne plus dans une société de la croissance illimitée.

Nous sommes loin de l'humanisme qui devrait pourtant être notre crédo républicain.

Alors, quel modèle éducatif promouvoir ? D'abord, repartir de l'enfant, de ses besoins, *développer une pédagogie de « l'être »* permettant de révéler ses talents pour répondre à cette aspiration inscrite au plus profond de nous-mêmes. C'est cette cohérence intérieure qui lui donnera le sentiment de vivre en harmonie avec lui-

même, avec les autres, et de trouver sa place dans un monde de plus en plus ouvert et pluriel.

Mais, pour atteindre cet objectif, il est indispensable de rompre avec cet esprit de compétition qui, très tôt, inscrit l'enfant dans une lutte pour être le meilleur eu détriment des autres. Cette concurrence souvent exacerbée par les parents est nuisible à son développement psychique, produit stress et angoisse d'échouer en lieu et place de l'enthousiasme d'apprendre.

Jean-Jacques ROUSSEAU disait que « l'école devait enseigner à vivre ». Or, nous y apprenons à lire, écrire, compter, des notions scientifiques, des rudiments professionnels qui concourent à la formation du citoyen en devenir, qui sont utiles mais ne préparent pas suffisamment à affronter les aléas de l'existence.

Vivre, c'est se confronter à l'erreur, à l'illusion, à l'incompréhension. L'humain est trop absent des cursus scolaires. Et pourtant !!! Se connaître, comprendre autrui, apprendre l'empathie, l'étude du fonctionnement cérébral, le respect de soi et des autres sont plus que jamais essentiels pour dépasser les incertitudes que chacun rencontre dans sa vie.

Nos systèmes éducatifs sont trop autoritaires, sanctionnent les erreurs vécues comme des fautes alors qu'au contraire, ce sont des informations certes erronées, mais qui aident l'enfant à se construire. Nous n'avons pas encore intégré l'idée que l'enseignement devait reposer sur le partage, la collaboration, la coopération et non sur la seule autorité professorale. Nous avons perdu ce que Platon appelait l'Eros, c'est-à-dire l'amour et la passion de la connaissance. Mais attention !!! Toute connaissance est une reconstruction de la réalité, aussi est-il important de ne pas leurrer l'enfant, de lui montrer les risques d'erreur et d'illusion qu'elle contient. (16)

Il n'existe pas une mais des intelligences. La prépondérance donnée à l'intellect est une catastrophe qui freine le processus créateur de l'apprenant, créée une hiérarchie arbitraire, dévalorise celles et ceux qui disposent d'autres potentialités tout aussi importantes.

N'oublions pas non plus que l'école doit être le lieu privilégié, de l'initiation, de la complémentarité masculin/féminin. Nous devons donc lutter contre les stéréotypes genrés qui minent le devenir de ces petites filles conditionnées encore trop souvent à investir des rôles d'un autre temps. (17)

Malgré le dévouement et l'énergie des professeurs, notre système éducatif, institution centrale de socialisation des jeunes ne parvient pas encore à intégrer, à promouvoir la réussite de tous. La référence à l'apartheid scolaire est juridiquement fausse mais socialement juste.

La ségrégation sociale de l'école française est considérable !

Les pauvres et les immigrés sont ghettoïsés. L'inégalité de la réussite scolaire, selon l'origine sociale, en croissance continue, est la plus forte d'Europe.

Cette situation n'est pas une fatalité. Des politiques éducatives adaptées, mises en œuvre dans d'autres pays, doivent refonder l'école française.

La lutte contre la ségrégation ethnique et sociale est une priorité indiscutable et paradoxalement délaissée. (18)



Quelques pistes d'action : différer, symboliser, institutionnaliser.
(19)

« L'individu est malade disait MAKARENKO, soignez le milieu. » C'est la posture du pédagogue. La société aujourd'hui fait le choix inverse : « Le milieu est malade, soignez l'individu. » Alors, nous mettons en place toute une série de mesures strictement individuelles qui visent à exclure le sujet de l'espace social. L'économie contemporaine est devenue une formidable machine de guerre contre la pensée avec le téléphone portable, la télécommande, la communication instantanée sous toutes ses formes. L'accélération extraordinaire de l'histoire dans laquelle nous baignons contribue à en limiter les effets. Nous agissons mais nous ne pensons plus, ne réfléchissons plus, n'anticipons plus !

Pour l'immense majorité des jeunes « différer » est l'acte le plus difficile à effectuer et pourtant le plus nécessaire. Réfléchir avant d'agir, surseoir à la pulsion pour *laisser la pensée s'installer dans les intervalles de l'action.*

L'école doit imposer des contraintes qui permettent aux enfants de faire des pauses pour s'informer, nous avons le devoir d'entrainer les élèves à résister à l'urgence, à la pression du temps !

L'apprentissage s'inscrit dans la durée ce qui n'exclut nullement le plaisir d'apprendre. C'est justement ce qui pose question. Pourquoi ?

Nous assistons depuis quelques années à une mutation anthropologique fondamentale. Pendant des millénaires, les hommes ont souffert par le corps et se sont élevés par l'esprit, comme le souligne Marcel GAUCHET. Or, de nos jours, le lieu du plaisir est le

corps. Pour beaucoup d'enfants et même d'adultes, l'apprentissage devient source de difficultés, voire de souffrances insuportables !

De manière caricaturale, nous pourrions dire que l'école contraint les élèves à « se prendre la tête » alors qu'ils ne demandent qu'à « prendre leur pied. » Nous vivons dans une exaltation de la jouissance par le corps, avec toutes les prothèses possibles qui délégitiment assez largement le plaisir intellectuel.

D'où l'importance fondamentale pour les enseignants de remettre en place ce *plaisir d'apprendre au premier plan de leurs préoccupations. Avec comme corollaire, la symbolisation qui permet d'accéder à l'abstraction, à ce qui n'est pas immédiatement présent.*

Symboliser, c'est en effet sortir du voyeurisme où tout est montré, où il n'y a rien à penser. Les difficultés que rencontrent beaucoup d'enfants pour y accéder sont *souvent liées aux premières expériences langagières au sein desquelles ils n'ont pas été assez initiés à l'épreuve de la frustration.* Apprendre est une rencontre avec la contrainte. *Il convient donc de « nourrir leur imaginaire » par la culture pour enrichir leurs représentations et les sécuriser.* C'est ainsi qu'ils remettront en marche « leur machine à penser. »

Symboliser nécessite aussi l'accès au langage argumentaire. Ce cap est un impératif qui nécessite tous les jours un entrainement par l'expression, par la confrontation d'idées, par l'écrit. Ils ont aussi besoin d'être placés face à des savoirs qui prennent du *sens et des racines grâce aux appuis culturels.* Alors, ils seront capables de construire des récits, d'élaborer de véritables histoires pour inscrire la leur dans l'Histoire des Hommes. La philosophe Martha NUSSBAUM dans son livre « Les émotions démocratiques » développe trois propositions qui illustrent notre propos : la pratique du débat, le souci de former « des citoyens du monde » et la promotion de l'imagination au travers de la littérature et des arts.

Symboliser, c'est faire entrer dans la Culture, un univers où les humains sont parvenus à « apprivoiser quelque peu la passion, la mort, l'angoisse devant l'infini, la terreur devant leurs propres œuvres, leur terrible besoin et leur immense difficulté de vivre ensemble … »

Un monde où il reste quelques « œuvres » auxquelles se référer, simplement par des mots, des sons ou des images sur ce qui nous hante, simplement pour savoir que l'on n'est pas vraiment seul » nous explique Philippe MEIRIEU.

Symboliser, c'est enfin sortir de l'impérialisme de la vision permanente et de son affolement constitutif pour intégrer un véritable langage, élaborer des modèles qui permettent progressivement de se comprendre et de comprendre le monde.

Mais, pour symboliser, il faut aussi institutionnaliser, c'est-à-dire entrer dans des rituels structurants. L'être humain ne peut exister sans rituels. Nous avons donc à imaginer des rituels qui font sens, qui rythment la temporalité, des rituels au sein desquels l'élève peut trouver une place, *sa place* pour sortir des coagulations indifférenciées et entrer dans des configurations mentales au moyen desquelles il pourra évoluer, grandir avec et pour les autres.

L'entreprise n'est pas simple. Plus que jamais, en ces périodes troublées, nous devons chercher à faire exister des collectifs éducatifs responsables, à construire des situations qui montrent comment la culture unit et libère.

A cette condition, nos enfants pourront peut-être bâtir un monde meilleur que celui que nous leur laissons. Le chantier est vaste, exaltant, difficile. A nous d'en jeter les bases ! Les jeunes ne nous ont pas attendus ...

✮

VI - INSTAURER UNE VRAIE DÉMOCRATIE EN ACTES

Instaurer une vraie démocratie, c'est possible !!!

Nous ne devons pas isoler la crise de l'éducation, d'une crise de civilisation, d'une crise de la démocratie, conséquences d'une crise économique dont les effets se font sentir chaque jour davantage sur nos existences. Les unes et les autres sont liées aussi à une crise de la connaissance que nous allons tenter maintenant de décrypter en montrant notamment les incidences sur la vie démocratique.

L'être humain nous dit Edgar MORIN est tri-unitaire (20) et se définit par une boucle espèce/individu/société dont chaque composante est nécessaire aux autres et inscrite en chacun d'entre nous. Ainsi, l'espèce fait partie de notre individualité avec son patrimoine génétique, ses potentialités reproductrices, comme la société avec son langage, ses mœurs et sa culture. Mais, la vie sociale nous soumet à deux logiques complémentaires et antagonistes. La solidarité face au monde extérieur, visible surtout en périodes de conflits et d'aléas divers subis par ses membres, et la rivalité mimétique, chère au regretté René GIRARD avec ses conséquences, concurrence, domination, qui s'expriment souvent dans notre quotidien.

Vivre suppose donc une éthique dont les sources sont la solidarité et la responsabilité, qui se déclinent en autonomies individuelles, solidarités communautaires et conscience d'être partie intégrante de

l'Humanité. Cette éthique suppose, pour fonctionner, un contrôle de mutuel de l'individu par la société et de la société par l'individu. C'est ce que devrait être la démocratie.
Mais la solidarité et la responsabilité se délitent. *L'individualisme devient égoïsme avec le règne du chacun pour soi, facilité par nos modes de vie compartimentés et parcellaires*. Isolés, nous perdons notre sens critique et notre responsabilité.

Cantonnés dans nos cadres professionnels, nous obéissons aux ordres, aux instructions. Tant que nous n'aurons pas réformé ce mode d'organisation sociale, tous les discours sur la responsabilité et la solidarité resteront vains !

Pour en sortir, nous devons d'abord être conscients du fait que nous sommes des sujets aux multiples facettes, susceptibles de nous transformer, d'évoluer en fonction des évènements, des rencontres, des hasards, des circonstances.

Réduire une personne à son passé, c'est le mutiler de ses possibilités d'évolutions ultérieures. C'est cette tendance à la réduction qui freine la compréhension. Or, « sans la compréhension il n'y a pas de vraie civilisation, mais de la barbarie dans les relations humaines. » (21) Nous devenons barbares par incompréhension.

Pour être en lien avec l'autre, nous devons le reconnaître à la fois dans sa différence et sa ressemblance, reconnaître qu'il est capable d'éprouver les mêmes sentiments, les mêmes douleurs, les mêmes peines, les mêmes joies, les mêmes angoisses.

La démocratie *se fonde sur cette relativité qui implique à la fois la prise en compte et la reconnaissance de nos différences.* Mais la démocratie ne réside pas seulement dans la loi de la majorité comme nous la subissons dans nos sociétés occidentales. Elle suppose aussi la tolérance, la prise en compte des idées contraires, et devrait se nourrir de ces antagonismes tout en respectant les minorités. Comme le dit

fort justement le philosophe Claude LEFORT « la démocratie n'a pas de vérité. » (22) Pourtant, elle accepte les idéaux d'un parti qui gagne les élections, détient le pouvoir pendant une mandature, est ensuite renversé par un autre, avec des projets opposés. Des citoyens peuvent même s'enthousiasmer pour la démocratie lorsqu'ils sont opprimés par une dictature au nom de la liberté, et, quand elle est rétablie, être déçus parce qu'elle n'apporte pas les idéaux tant attendus.

Le grand problème de la démocratie est qu'elle se laisse phagocyter par les partis politiques. D'où la méfiance grandissante à leur encontre et dans tous les pays occidentaux, de citoyens qui se sentent exclus du jeu démocratique. Une étude de l'université de Princeton (23) montre en effet que les décisions publiques sont presque toujours en phase avec la volonté du monde économique contre la volonté de la majorité de la population. La confiance s'étiole et cette défiance est très inquiétante quand les citoyens en viennent à considérer les acteurs principaux de notre démocratie comme les instances les plus corrompues de notre société.

Nous ne reviendrons pas sur les causes de ce discrédit, largement évoqué au début de cet ouvrage. Insistons malgré tout sur le désarroi croissant d'un peuple asservi par une minorité d'élus censés les représenter.

Savez-vous que les partis politiques ne représentent qu'un pour cent du corps électoral, d'où sont issus les candidats ? Notre système n'est ni neutre ni ouvert comme beaucoup de beaux esprits le prétendent.

Alors, faut-il arrêter de voter ? Pourrait-on imaginer par exemple d'octroyer le nombre de sièges en fonction du nombre de votants ? Ainsi, si 30% d'électeurs s'abstiennent, il y aurait 30% de sièges non pourvus dans les assemblées. Proposition séduisante sans doute mais irréaliste car, la politique de la chaise vide n'a jamais fait évoluer ni les débats, ni la démocratie. Nous devons inventer de nouvelles

formes de désignation permettant au peuple de s'exprimer, en sortant de ces procédures électives sélectives et répétitives.

L'histoire nous montre que chaque époque a été marquée par des changements économiques, sociaux, politiques qui, en retour, ont exigé de nouvelles modalités démocratiques. De l'avènement du régime républicain en passant par le régime parlementaire puis, par l'instauration du suffrage universel. A chacune de ces avancées, correspondent divers moyens de communication permettant ces modes d'expression pseudo-démocratiques. Les journaux tout d'abord, puis, la radio et enfin la télévision. Ces médias existent toujours mais *fonctionnent verticalement, les citoyens sont soumis passivement* à des flux importants d'informations.

Aujourd'hui, la communication s'horizontalise avec Internet et les réseaux sociaux qui supplantent les anciens supports. Nous voilà actifs et producteurs de messages et de sens. Le monde actuel bouge très vite : anthropologiquement, sociologiquement, et économiquement, sous l'impulsion de ces nouveaux outils de communication et des usages que nous en faisons.

Nous avons peut-être là la possibilité de donner la parole au peuple dans un contexte radicalement nouveau. Réfléchissons !!!

La démocratie existe depuis 2500 ans, les élections depuis deux siècles. Ne pourrions-nous pas nous inspirer d'autres traditions ancestrales qui ont précédé le mode de désignation de nos représentants ?

Nous avons par ailleurs évoqué le tirage au sort (24) et montré son couplage avec le modèle représentatif pourrait être riche d'enseignement. Rappelons que MONTESQUIEU, dans « l'Esprit des lois », signalait que « le suffrage par le sort était de la nature de la démocratie, le suffrage par le choix, celui de l'aristocratie. » Et oui, le tirage au sort offre la possibilité au peuple d'accéder aux

responsabilités ! Mais avez-vous lu, vu, entendu, dans les médias une analyse sérieuse de cette proposition, inventée en Grèce il y a 2500 ans ? Donne-t-on la parole à des chercheurs comme Etienne CHOUARD, Jean-Claude BAUDURET, Jacques TESTARD, qui tentent de promouvoir des alternatives à notre incurie politique ? Autant de tentatives qui permettraient pourtant de combiner utilement démocratie directe et démocratie représentative ouvrant ainsi la voie à un renouveau institutionnel.

Serait-il utopique d'envisager par exemple une Chambre constituée de citoyens élus dont la durée des mandats serait identique à celle qui a cours aujourd'hui, avec toutefois une limite au-delà de laquelle ils ne pourraient plus se représenter et un Sénat composé de citoyens tirés au sort, renouvelé chaque année ? Les débats entre les deux institutions seraient sans doute féconds et les élus « politiques » gagneraient à être directement en contact avec les représentants du peuple.

Dominique ROUSSEAU (25), professeur de droit constitutionnel, propose une « démocratie continue » qui s'inscrit dans un contexte similaire. Selon lui, la démocratie représentative se fonde sur la Nation, être abstrait qui siège à l'Assemblée nationale, comme son nom l'indique. Les individus concrets, les citoyens ordinaires, ne peuvent pas peser dans la détermination de la norme, dans la règle de la vie en commun.

Comme l'avait proposé en son temps Pierre MENDES-FRANCE, Dominique ROUSSEAU plaide pour que se crée à côté de l'Assemblée nationale, une Assemblée sociale qui représenterait les citoyens pris dans leur activité sociale, professionnelle, associative, avec un *pouvoir délibératif*. Elle serait l'émanation de ce peuple, le peuple de tous les jours, le peuple des quartiers qui n'a pas de lieu pour s'exprimer.

Cette idée n'est pas nouvelle. Que demandait en effet le Tiers-Etat en 1789 ? Avoir sa propre assemblée ! Alors que la démocratie représentative oublie le peuple concret, la démocratie directe, le peuple abstrait, la *démocratie continue* prend en compte cette double identité et cherche à la faire vivre institutionnellement.
Les membres de cette Assemblée sociale pourraient être désignés soit par le suffrage universel soit par le tirage au sort. Le débat reste ouvert.

Notons que sur toutes les grandes questions de société, organiser des conventions de citoyens, des réunions de personnes tirées au sort pour émettre un avis sur une question choisie permet au peuple de participer à la fabrication de la loi. Il convient de renverser la tendance selon laquelle la société civile, prise dans ses intérêts particuliers est incapable de produire de la règle. ***Nous ne pouvons plus laisser à la représentation nationale le monopole des décisions législatives !***

Dominique ROUSSEAU va encore plus loin et propose, dans ce cadre, la suppression de l'ENA et du Conseil d'Etat qui constituent selon lui, un obstacle à l'expression citoyenne. La pensée d'Etat, avec ses élites, ses cabinets ministériels, les commissions de toutes sortes pilotées par des personnalités formatées par la même idéologie sont une des sources de blocage de la société française.

Quant au Conseil d'Etat, la Cour européenne des droits de l'homme a toujours été réservée sur la double fonction qu'il exerce, comme conseiller du gouvernement et juge de l'administration, ce qui pose un problème constitutionnel et juridique. Et qui, par la même occasion amène à revoir le rôle du Ministère de la Justice qui devrait sortir de la sphère gouvernementale pour être confiée à une autorité constitutionnelle : le Conseil supérieur de la Justice qui aurait en charge le recrutement, la formation, la discipline des magistrats et le budget de la Justice.

Pendant que chercheurs, sociologues, anthropologues, réfléchissent en coulisse à un nouveau modèle visant à impliquer les citoyens, sur le terrain, des initiatives apparaissent. « Mouvement Démocratie Réelle », « Association pour une Démocratie directe » par exemple tentent de mobiliser autour d'autres formes d'organisation politiques plus collégiales. Des listes de candidats issus de ces nouvelles mouvances apparaissent lors des scrutins locaux qui témoignent de cette volonté populaire de participer davantage à la vie de la cité et d'être consultés régulièrement sur des sujets qui touche l'intérêt commun.

- *De la théorie à la pratique.*

Comment ne pas évoquer ici SAILLANS, 1240 âmes dans la Drôme. À l'approche des élections municipales, des réunions publiques sont initiées dans la commune par une centaine d'habitants avec une formule qui fait mouche : « Pas de programme, pas de candidats, la liste, c'est vous ! » Ces personnes volontaires réfléchissent à l'avenir du village, et découvrent, à cette occasion, la joie de travailler ensemble. 57% des suffrages se portent sur cette liste hors norme. La mairie est rebaptisée « maison commune », la fonction d'élu désacralisée, un comité de pilotage ouvert à tous, est réuni deux fois par mois, des groupes « action-projet » sont mis en place, avec des habitants sur des thèmes précis, un Conseil des Sages veille et anime des ateliers. Toutes ces initiatives ont en commun : *l'accès de tous à l'information, la collégialité au sein de l'équipe municipale, et la participation de tous ceux qui le souhaitent à la gestion de la commune. Les prises de décision sont plus longues mais mieux abouties, les élus travaillent en binôme, se partagent les responsabilités* et les indemnités !

Malgré tous ces efforts, obtenir la mobilisation constante de tous est compliqué ! Difficile de faire l'unanimité quand les marges de manoeuvre sont faibles en particulier au moment où *l'intercommunalité* se met en place !

SAILLANS, troisième bourgade de la Vallée n'a obtenu aucune vice-présidence dans cette instance décisionnaire. Seul un représentant de la commune est élu au bureau avec 14 bulletins blancs. Un désastre. Il est vrai que de telles initiatives ne suscitent guère l'adhésion des élus des partis traditionnels. Sans pouvoir autonome sur le territoire, SAILLANS manque d'infrastructures qui ne peuvent être mises en place sans le soutien de l'intercommunalité. Avec une capacité d'autofinancement limitée, ce village ne peut pas faire vivre la démocratie participative isolément. D'où la nécessité d'essaimer, de transmettre cette volonté politique, *de légitimer cette démarche citoyenne.*

En Bretagne, la petite commune de TREMARGAT, 180 habitants, dans les Côtes d'Armor est, depuis une vingtaine d'années, un « laboratoire » de projets alternatifs. Sous l'impulsion des nouveaux venus, la démocratie participative se met en place.

Un seul mandat pour le maire qui applique avec son conseil le programme élaboré en commun avec ses administrés au sein de réunions préparatoires. Concertations, actions portées par des collectifs sont devenues le leitmotiv du village. Le café associatif est le « poumon » de TREMARGAT, lieu de vie où *le lien intergénérationnel se développe, où les projets se discutent, comme par exemple la création d'une épicerie bio, approvisionnée en produits locaux, qu'un système d'abonnement permet d'acheter à prix coûtant*. L'église héberge des associations, une convention inédite signée par le curé, le maire et les responsables associatifs entérine cette situation. Un effort particulier est porté sur l'économie avec

l'implantation d'une coopérative ouverte aux agriculteurs favorables aux cultures écologiques.

SAILLANS, TREMARGAT, deux exemples comme il en existe beaucoup d'autres, dans notre pays, discrets mais bien présents au service de valeurs communes : protection de la nature, entraide, solidarité, décroissance où les habitants partagent une volonté de vivre ensemble, autrement.

Si nous voulons avancer dans ces innovations démocratiques nous devons créer un nouveau pacte de responsabilité entre le monde politique et la société civile. Car, « si deux chiens se disputent un os, c'est le troisième qui l'emporte » dit en substance un proverbe flamand ! (28) Si les citoyens et les politiques se déchirent, ce sera le capitalisme qui raflera la mise.

D'où la nécessité de réécrire la Constitution. Pourquoi ? Parce qu*'elle a toujours été rédigée par les pouvoirs en place et que le peuple a toujours été exclu de son élaboration !!* C'est une tâche énorme qui demande du temps et une énergie considérable ... Et d'abord une vraie participation du peuple !

*



Et pourtant, les Islandais l'ont fait !

Nous sommes en 2008, la banque LEHMAN-BROTHER vient de faire faillite entraînant dans sa chute les trois banques du pays. *La monnaie perd la moitié de sa valeur, le chômage grimpe à 9% alors qu'il était inexistan*t, le Produit Intérieur Brut chute, des milliers de logements sont saisis. Le gouvernement adopte un plan d'urgence, assure les dépôts bancaires qui seront confiés à de nouvelles enseignes nationales.

Parallèlement, une fois l'indignation passée, la résistance s'organise sous l'impulsion d'un homme, acteur, musicien de son état, Hôrdur TORFASON. Le samedi suivant le krach, à midi, il se rend au Parlement accompagné de quelques amis. Avec deux questions : « Savez-vous ce qui est arrivé à ce pays ? » et « Avez-vous une idée pour le sortir de l'impasse ? » Le lundi suivant, il interpelle les membres du Parlement qui n'ont aucune réforme concrète à proposer, organise des rassemblements qui grossissent chaque semaine. Ce sont bientôt des milliers de personnes qui viennent réfléchir à ce qu'ils pourraient accomplir ensemble. Les manifestants formulent trois demandes : démission du gouvernement, des responsables de l'autorité centrale des banques, des dirigeants de la banque centrale.

Face à l'affluence grandissante, l'exécutif panique, propose des élections anticipées, refusées par la rue. Au fil des jours, la situation devient de plus en plus tendue. « Vous êtes renvoyés », écrivent les citoyens aux ministres. Deux mois après cette révolution pacifique, sous la pression des manifestants, l'ensemble des revendications sont satisfaites, les élites sont chassées du pouvoir.

Une femme est nommée Premier ministre, l'appareil politique se féminise. Deux autres femmes prennent la direction de deux des trois banques du pays. Lors des élections au Parlement, en avril 2009, 43% des députés sont des femmes.

Reste la dette que les Islandais refusent de rembourser. Un référendum sur ce sujet est organisé ; 93% des électeurs valident ce choix. Le peuple se dresse contre la finance internationale, n'accepte aucune des propositions de négociations qui lui sont faites et, contre toute attente, la Cour européenne de libre-échange lui donne raison.

Comme toute révolution qui se respecte, il convient maintenant d'écrire une nouvelle constitution qui met en place des garde-fous afin d'empêcher toute dérive.

Le 6 novembre 2010, un immense forum de 1000 personnes tirées au sort est organisé. Son rôle : définir les grandes valeurs et les priorités du pays. Le 27 novembre 2010, une assemblée de 25 personnes est élue. Ni les parlementaires, ni les ministres ne peuvent se présenter. Tous les travaux du groupe sont publics, les citoyens peuvent proposer des amendements, des commentaires, demander des éclaircissements via Facebook, Twitter, You tube. Chaque semaine, une nouvelle version est publiée. Une innovation majeure est introduite : la méthode du consensus pour éviter que la majorité n'opprime la minorité.

En quatre mois, un texte est adopté par le groupe à l'unanimité : 114 articles et 9 chapitres qui font passer l'Islande d'un régime parlementaire à un régime semi-présidentiel au sein duquel sont prévus plusieurs mécanismes de démocratie directe comme le référendum d'initiative populaire.

Voilà un exemple possible de refondation démocratique que nous devrions pouvoir mener, reconnaissons toutefois que cette mutation a été possible d'abord parce que l'Islande est un petit pays : 200 000

habitants, d'où l'importance de rénover la démocratie sur de petits territoires !

L'article 6 de la déclaration de 1789 prévoit d'ailleurs que « les citoyens doivent concourir personnellement ou par leurs représentants à la formation de la loi. » Or, le terme « ***personnellement »*** *a depuis* ***été omis. Il faudrait le réhabiliter !***

Soumise à un référendum, la constitution est approuvée en octobre 2012 par 66% des électeurs, avec un taux d'abstention supérieur à 50% et l'opposition de toute une partie du spectre politique.

Mais, l'histoire se répète et lors des élections législatives de 2013, l'élite au pouvoir lors de la crise revient aux affaires et bloque la constitution. Comment ce peuple qui s'était tant mobilisé a-t-il pu faire à nouveau confiance à ceux qui l'ont conduit dans l'impasse ? Ce sont les classes moyennes qui, semble-t-il, lui ont accordé majoritairement leurs suffrages, séduites par les promesses de désendettement qui leur ont été faites. Le travail militant n'a pas été suffisant pour convaincre l'électorat populaire. Peut-être aussi parce que la situation est moins urgente et désespérée aujourd'hui qu'elle ne l'était auparavant. (29)

Cette initiative nous ramène à ce que nous avons évoqué précédemment, il faut apprendre aux citoyens à se gouverner par eux-mêmes ! Ce qui peut commence très tôt dans l'évolution d'un enfant !

☆

Le référendum d’initiative populaire, pourquoi pas ?

Nous avons longuement insisté sur le fait que, dans notre système politique, les citoyens ne participent aux décisions que par l’intermédiaire de leurs élus qui représentent avant tout leur électorat au détriment de leurs opposants et des abstentionnistes. Le référendum ne permet pas non plus la libre expression populaire puisque le sujet et la question posée sont toujours choisis par les personnalités, le plus souvent élues, qui détiennent l’autorité.

Une meilleure écoute de la population, à tous les niveaux, par nos institutions serait donc nécessaire pour prendre davantage en compte l’intérêt général.

Les débats de société sont nombreux, c’est le propre d’une démocratie, mais cette liberté qui nous est offerte ne suffit pas car nous n’avons pas le pouvoir d’agir directement sur le cours de la vie politique, entre deux élections.

Le référendum d’initiative populaire comble cette lacune. Utilisé dans de nombreux pays d’Europe, il permet à tout citoyen, apportant la preuve d’un large soutien, de provoquer un vote de la population concernée, dont le résultat s’imposera à tous. Etendu à tous les niveaux territoriaux, il peut abroger toute ou partie d’une loi, soit en proposer de nouvelles.

C’est un moyen de contrôle préventif de décisions des élus, qui nécessite une véritable concertation, désamorce les tensions, les conflits potentiels en donnant la parole directement aux citoyens peu ou pas représentés dans les assemblées.

Tous les partis politiques le promettent, depuis 1993, lors des campagnes électorales y compris les candidats à la présidentielle. Les

Français en approuvent majoritairement le principe et pourtant, il n'est toujours pas appliqué. Seule ***une simple modification de l'article 3 de la Constitution le permettrait !***
Sans cette instauration, il est indécent de parler de démocratie participative. Les citoyens ont un rôle à jouer en interpellant massivement leurs élus.

Mais, le référendum d'initiative populaire est-il vraiment la panacée ? L'expérience montre qu'aux Etats-Unis, le taux de participation à de tels scrutins reste faible, en Suisse, il est même passé de 70% au début du siècle à moins de 30% aujourd'hui. En outre, ce processus, conçu pour limiter l'omniprésence de l'Etat et préserver les droits et les libertés, peut s'avérer à terme contre-productif. Toujours en Suisse, sur près de 200 initiatives populaires fédérales soumises à l'approbation de la population depuis 1891, les deux tiers visaient à augmenter l'intervention de l'Etat ou à réduire les libertés. Même si, au final, elles ont été rejetées, 12 furent malgré tout acceptées.

D'autre part, le référendum d'initiative populaire repose sur la loi de la majorité, supposée avoir toujours raison. Dès qu'un groupe est parvenu à s'assurer l'appui de la majorité des citoyens, il est libre de refuser à la minorité ces mêmes droits démocratiques grâce auxquels il a mené sa lutte pour accéder à la suprématie.

Reconnaissons cependant que notre modèle démocratique est en crise : érosion grandissante des libertés, politiques déconnectées de la population, corruption, désaffection des citoyens pour les affaires publiques, montée inacceptable des inégalités !

Pour éviter tous les aspects négatifs du référendum d'initiative populaire, peut-être serait-il opportun de revenir aux origines qui consistaient en la possibilité offerte à la population de pouvoir rejeter

une loi votée par le parlement. Droit de véto avec destitution possible des mandataires jugés incompétents.

Ensuite, pour protéger plus efficacement les droits de la minorité, nous pourrions envisager qu'une loi adoptée par la majorité puisse être abrogée si une minorité significative (un tiers par exemple des parlementaires et/ou de la population la rejetait.)

Ne faudrait-il pas aussi institutionnaliser des conventions de citoyens, tirés au sort, qui seraient consultés obligatoirement avant le vote de toute loi importante ?

Faire également en sorte que chaque député revienne vers les électeurs de sa circonscription pour recueillir leur avis sur chaque projet de loi avant de voter.

Enfin, pourquoi ne pas envisager de supprimer les rémunérations publiques des mandataires politiques. Sans attache pécuniaire liant les représentants du peuple à l'Etat, nous pourrions espérer de leur part un travail de contrôle plus rigoureux de l'action gouvernementale et une écoute plus attentive de leurs électeurs !

Autant de propositions qui mériteraient d'être étudiées pour permettre au peuple d'exercer en conscience son pouvoir !..



Conclusion

La démocratie est supposée être « du peuple, par le peuple, pour le peuple. » Or, elle est aujourd'hui surtout confisquée par la finance qui impose ses lois et verrouille le système parlementaire. Nous vivons dans une démocratie représentative commuée en :
« des multinationales, par des multinationales, pour des multinationales ». *Le peuple est donc à la fois exclu par la représentation* ***où les élus parlent à sa place,*** *et par le marché où le citoyen est prié de se taire pour permettre* ***au consommateur de s'adonner à sa pulsion consommatrice !***

Nos systèmes politiques, nationaux comme européens, reposent sur des institutions inventées au XIXème siècle et offrent une image désastreuse avec d'un côté, des majorités non plus de conviction mais d'intérêt et de pouvoir et de l'autre, une surenchère sécuritaire visant à exclure une partie de la population.

Ce spectacle désespère les Français qui croient encore en la politique mais rejettent les politiciens incapables de proposer des projets cohérents, mobilisateurs et des raisons d'espérer.

Nos sociétés n'intègrent plus mais se décomposent lentement en une désaffiliation des liens de reconnaissance symbolique liée essentiellement à l'urbanisation et à la précarité.

Beaucoup de jeunes désorientés sans réponses aux questions qu'ils se posent sont des proies faciles pour des islamistes radicaux comme l'ont montré les attentats tragiques qui ont endeuillé le pays en janvier et novembre 2015. Ils recherchent leurs racines dans une organisation

totalitaire susceptible, selon eux, de résoudre tous les problèmes qu'ils rencontrent au quotidien. Comme le démontre Gilles KEPEL (30), la classe politique n'a rien vu venir !

Et pourtant, des signes avant-coureurs inquiétants émanaient, depuis 2005, de ces « quartiers d'exil. » Le monde associatif avait alerté les pouvoirs publics, en pure perte. Les mesures prises se sont simplement limitées à l'amélioration des conditions de logement et d'aménagement de la vie locale sans intégrer ni les transports urbains, ni les diverses formes d'accès à l'emploi.

Les enjeux économiques à l'origine des processus de marginalisation et de renforcement de la ségrégation sociale ont été négligés. Les habitants de ces quartiers, de leur côté, n'ont pas réussi à politiser les protestations exprimées au cours des émeutes et à les structurer dans une offre électorale spécifique et performante pour se faire entendre. Nous connaissons la suite…

Nous sommes dans une impasse. Les valeurs que prônent les pratiques libérales du pouvoir : émancipation individuelle, bien-être collectif, sont démenties par la réalité : chômage, insécurité, misère. Faute d'une alternative humaniste crédible, nous assistons à l'émergence « de mouvements de masse qui renouent avec la terreur comme mode de gouvernement : hier, le nazisme et de fascisme, aujourd'hui les théofascismes ou encore les partis populistes. » (31)

La force d'un Etat est triple disait déjà CONFUCIUS « les vivres pour nourrir le peuple, les armes pour le défendre, et la confiance dans les élites.» Quand les citoyens ne leur accordent plus de crédit, le pire est à venir.

« Nos sociétés s'étaient soudées hier autour de la guerre, elles se disloquent aujourd'hui à partir des souffrances du quotidien. Le peuple est mobilisé par ses peurs, directement liées à l'échec des illusions politiques. » (32)

« Nous avons laissé le système technicien et marchand penser et gouverner à notre place. Nous devons rétablir une démocratie confisquée par le néo-libéralisme ! »(33)

Il est urgent d'inventer des institutions, des espaces qui permettent aux citoyens de faire entendre leur voix entre deux élections. De repartir des femmes et des hommes oubliés dans la construction des systèmes politiques pour construire, avec eux, à partir de leurs expériences, un modèle social compatible avec leurs idéaux.

Nous devons pour cela privilégier deux voies : la première est celle où *se rencontrent ces initiatives de terrain* mobilisatrices mais encore trop isolées les unes des autres. La seconde passe par *la jeunesse, oubliée, reléguée à l'arrière-ban de nos préoccupations ainsi que par une éducation refondée qui permette l'émancipation et prépare l'avenir* !

La démocratie est le pouvoir du peuple et ne peut se redéfinir que par l'expression citoyenne. Il est temps de se libérer des modèles qui nous ont été imposés depuis des décennies et dont nous voyons aujourd'hui les limites !

« *La démocratie est notre bien commun. Défendons-la tous ensemble ! Et sans frontières ... »*

Elle sera ce que nous en ferons ! » (34)



Références bibliographiques

- (1) « La crise financière de 1789à 1799 » A. DIKSON-WHITE Ed Le Jardin des Livres- 2013.
- (2) « 666 » P. JOVANVOVIC Ed Le Jardin des Livres -2015.
- (3) « Le zèle libéral jusqu'à l'aveuglement » J.C GUILLEBAUD in l'Hebdo des Médias-2015.
- (4) « Dis, c'est quoi la démocratie ? » M.PROST, P. FIGEAC Ed Pôles-Idées- 2015.
- (5) « Les citoyen ont de bonnes raisons de ne pas voter » T.AMADIEU, N.FRAMONT Ed Le Bord de L'eau- 2015 ;
- (6) « Le bon gouvernement » P.ROSENVALLON Ed du Seuil- 2015.
- (7) « L'individu ingouvernable » R.GORI Ed Les Liens qui Libèrent- 2015.
- (8) « Les irremplaçables » C.FLEURY Ed Gallimard – 2015.
- (9) Propos tirés des entretiens donnés par Cynthia FLEURY à l'Humanité, Le Point, Le Nouvel Observateur -2015.
- (10) Cynthia FLEURY op cité.
- (11) « Attentats : Quelles armes contre les balles » P.MERLE in le Café Pédagogique du 17 novembre 2015.
- (12) « Savoir aimer en des temps difficiles : les trois combats » C.ROJZMAN, N.ROTHENBÛLER Ed Trédaniel -2015.
- (13) « Oser la jeunesse » V.CESPEDES Ed Flammarion-2015.
- (14) « On achève bien les jeunes » B.SPITZ Ed Grasset -2015.
- (15) « L'école et l'exclusion » F.DUBET in Entretiens Nathan -1998.
- (16) « Impliquons-nous » E.MORIN, M.A. PISTOLETTO Ed Actes-Sud-2015.
- (17) « Vers la sobriété heureuse » P.RABHI Ed Babel- 2010 .
- (18) Pierre MERLE op cité.
- (19) Principes chers à Philippe MEIRIEU dont nous nous sommes largement inspirés pour rédiger ce chapitre.

- (20) « Enseigner à vivre : Manifeste pour changer l'éducation » E.MORIN-Ed Actes-Sud- 2015
- (21) Edgar MORIN op cité.
- (22) Cité par Edgar MORIN dans « Impliquons-nous » op cité.
- (23) « Demain, un nouveau monde en marche » C.DION Ed Actes-Sud-2015.
- (24) « Dis, c'est quoi la démocratie » op cité.
- (25)« Radicaliser la démocratie » D.ROUSSEAU Ed du Seuil-2015.
- (26) « Demain un nouveau monde en marche » op cité.
- (27) « Demain, un nouveau monde en marche » op cité.
- (28) « Demain, un nouveau monde en marche » op cité.
- (29) Nous nous sommes inspirés du chapitre « Révolution en Islande » in « Un nouveau monde en marche. » op cité.
- (30) « Terreur dans l'hexagone » G.KEPEL Ed Gallimard -2015.
- (31) « la crise des valeurs favorise les Théofascismes » R.GORI in le Monde des 2 et 3 janvier 2016.
- (32) « Les gens ne veulent plus obéir, ils veulent adhérer » J.P DELEVOYE in « C'est à nous d'agir » le UN du mercredi 9 décembre 2015.
- (33) Roland GORI op cité.
- (34) « Réinventer la démocratie » L'appel - 21 décembre 2015.

sites internet :

- Dominique Rousseau, professeur de Droit Constitutionnel : https://hal-paris1.archives-ouvertes.fr/hal-01063662/fr/
- François Muller, «pédagogue De Peretti»:http://francois.muller.free.fr/diversifier/
- Philippe Derudder : Association AISES. http://www.aises-fr.org/
- André Giordan : http://www.andregiordan.com/
- Assocition an@é : www.acteurs-ecoles.fr/
- Philippe Meirieu : http://www.meirieu.com/
- https://nuitdebout.fr/
- Parti anti Parti : http://partiantiparti.free.fr/
- Professeur feuillage: https://www.youtube.com/channelUCGl2QLR344ry4Y20RV9dM3g

ANNEXES -OBSERVATOIRE CITOYEN (2014 -15-16)

Citoyenneté :
La laïcité expliquée aux enfants.
Un monde de quelle joie ?
Pour de vrais débats ...
Osons la fraternité !
Patriotisme nouveau.

Économie :
La vraie dette écologique.
Les inégalités explosent aussi chez les enfants !
Panique à bord !
La valeur marchande écrase tout.

Éducation
Jean ZAY, un grand ministre !
L'égalité s'apprend aussi à l'école ...
Vers une école démocratique !
Rentrée laïque.
Surenchère scolaire !
Vive la mixité sociale !
L'école de la vie ...
Résister à la publicité !

Société :
Changer tout !
C'est la jeunesse qui trinque !
Résister c'est créer !
Surveiller et punir ...
Dégagez !
Après le vide, construire le renouveau !

Santé et Environnement :
Crises et nourriture.
Au bonheur des plantes.
Existe-t-il un régime anti cancer ?
Des messages qui se brouillent ...

Citoyenneté

La laïcité expliquée aux enfants

Beaucoup de lois ont été votées pour interdire. Il en est d'autres au contraire qui donnent à chacun des libertés et des droits nouveaux.

Ainsi, la loi sur la laïcité de 1905 *permet à chacune et à chacun d'entre nous de parler, de penser librement, de donner son avis,* de croire ou ne pas croire en un Dieu, de s'épanouir de la manière qu'il a choisie sans être inquiété par quiconque.

Cette loi-cadre permet aussi d'avoir les mêmes droits que son voisin, que nous soyons fille ou garçon, petit ou grand, brun ou blond, noir, métis ou blanc de peau.

Une telle loi permet de vivre ensemble en paix. Cela fait 110 ans qu'elle a été votée, 110 ans que notre pays a connu la paix civile. C'est un combat difficile qui a été mené par nos glorieux Anciens pour notre émancipation contre les tutelles de l'ancien régime.

Durant les mois et les années à venir, soyons vigilants ; pour vivre libres, il nous faudra sans doute mener une lutte au quotidien comme citoyen ou futur citoyen afin de conserver la place que nous a attribué généreusement la Révolution. Il en va de notre dignité !

" La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. "

" Avec un crayon, avec un crayon, on est plus fort qu'avec un fusil, qu'avec un canon ! Avec un crayon, avec un crayon, on donne tort à tous les fusils, à tous les canons ! »

Voici un poème écrit par des enfants ...

Belle maturité, n'est-ce-pas ?

☆

Un monde de quelle Joie ?

Nos politiciens obsédés par les petites phrases, les sondages, les tactiques électorales feraient bien de s'intéresser de plus près à la vie de leurs concitoyens !

Ils comprendraient bien vite le désenchantement qui monte des tréfonds du pays, le raz le bol, cette humeur protestataire d'un tiers des électeurs, et le taux d'abstention qui frôle la moitié majoritaire des citoyens de notre pays !!!!!

OUI, nombre de nos concitoyens sont désabusés !

Quel est donc ce mal qui ronge nos sociétés ? Outre l'espoir, une vision claire de l'avenir, il manque surtout la compassion, cette attention patiente et constante aux plus démunis qu'entendait promouvoir notre morale laïque et républicaine lorsque à la Liberté et l'Égalité, elle ajouta, en 1948, la FRATERNITÉ ! Aujourd'hui, nous avons beau scruter le monde contemporain, une évidence crève les

yeux : la compassion est en train de disparaître ! Doucement, insidieusement. Et comme la nature a horreur du vide, elle est remplacée par des impératifs de compétition, de performance, de domination, de records à battre, de dépassement de l'autre. Or justement, avec la compassion, c'est le bonheur de vivre qui s'en va. Attention ! Nous avons toutes et tous tendance à confondre bonheur de vivre et consumérisme (le fameux pouvoir d'achat). Ce n'est pas la même chose !

Le capitalisme compulsionnel boosté par la publicité, l'effet de mode flatte nos plus bas instincts qui, une fois satisfaits, nous laissent seuls livrés à nous-mêmes ... Osons le dire : une certaine gaieté nous fait défaut, gaieté qui, là encore, ne doit pas s'apparenter avec les grasses plaisanteries qui ont cours actuellement dans les médias ... Ou sur les réseaux sociaux !

Nos rires sont tristes, notre sérieux navrant, nos prudences moroses, nos plaisirs boulimiques et enfantins. Tout se passe comme si cette frénésie compulsive dissimulait une forme de sécheresse du coeur, une stérilité de l'esprit !

La vraie gaieté, celle que nous avons perdue, c'est celle du renouveau, des projets, des rêves de fondation, des curiosités, des colères véritables qui nous engagent !

La gaieté profonde qui nous manque n'implique aucune résignation devant les injustices, elle passe par la conviction intime que le pire n'est jamais certain, que le futur n'est pas décidé une fois pour toutes et que tout regret est un poison aux effets délétères.

Ne laissons pas cette vitalité joyeuse aux seuls amuseurs médiatiques et aux spectacle désolants que nous offre la classe politique.

« C'est Noël lorsque luit le bonheur dans un coeur, puis deux, cent, des millions et des milliards ; c'est *Noël lorsque nous n'avons plus peur ! »*

✯

Pour de vrais débats !

Mais quelle mouche a donc piqué le gouvernement ? Au moment de la trève des confiseurs, il prend toute la clase politique à contre-pied avec cette question de la déchéance de nationalité. Funeste revirement !!!

Au risque de briser encore davantage une gauche en mal d'unité, l'éxécutif tente une maneuvre risquée dans le but de gagner des voix sur sa droite lors de la prochaine élection présidentielle en 2017.

Peine perdue ! Il doit maintenant faire face à une pluie de critiques de tous les ténors de la gauche, inédite dans l'histoire du socialisme. Personne il est vrai ne plaindra le sort des terroristes qui perdront leur nationalité après avoir été condamnés. Ils auront pris leurs responsabilités en se retournant, dans une violence insensée, contre leurs compatriotes. L'opinion, selon toute probabilité, approuvera la réforme. Différente est la situation de personnes nées en France de parents étrangers. Nous ne choisissons pas de venir au monde à tel ou tel endroit et les exemples abondent de ces Français aux origines étrangères tout aussi patriotes que les autres.

Aux yeux de la République, pour le meilleur et pour le pire, ils étaient Français, soumis aux mêmes droits, aux mêmes devoirs, encourant les mêmes peines.

C'est ce principe d'égalité que la déchéance de nationalité vient écorner. Rappelons pour mémoire que cette mesure évoquée à l'origine par le Front National, reprise par la droite conservatrice, déclenche un débat malsain, fort éloigné des impératifs réels de la lutte anti-terroriste. Au-delà des polémiques, n'est-on pas en train de *s'enliser lentement dans un processus de décomposition ?*

Les raisons en sont multiples et témoignent du manque de débat démocratique dans notre pays !

Victime d'une hâte maladive, la classe politico-médiatique court derrière le temps avec comme conséquence une *pauvreté navrante des analyses reprises jours après jours* par les commentateurs de l'audio-visuel.

Sans parler du règne du tweet qui limite à 140 signes un message, une pensée ! Fonctionnement au raisonnement étrangement limité, n'est-ce pas ? Pour ne pas dire, parfois, ridicule ...

De l'inversion de la courbe du chômage à laquelle on va s'attaquer, c'est promis, début 2016 ; ou de la « refondation » (encore !) de la social-démocratie française, juste avant la présidentielle ?
Comment ne pas sourire, en dépit de la gravité des sujets évoqués ?

Nos «élites» n'ont plus de perspectives au delà de 2017 et devraient méditer cette réflexion du philosophe américain John RAWLS :
« Le politicien pense à la prochaine élection, l'homme d'état à la prochaine génération ! »

Que dire de plus ? ...

Il est grand temps de militer sans relâche et s'activer pour d'autres alternatives, car il ne faut compter que sur nous-mêmes pour remédier à la fuite en avant dépourvue du moindre bon sens !

Un élu, ça sert à quoi ?



Osons la fraternité vivante !

Une année vient de débuter. Nous avons tourné la page de douze terribles mois. Depuis plus de 70 ans, la France n'avait jamais été aussi violemment atteinte dans son corps et dans sa chair. Jamais depuis la dernière guerre, nous n'avons eu ensemble à nous unir pour affronter des drames collectifs.

Deux dates : 7 Janvier et 13 Novembre. Deux tueries qui ont ensanglanté l'année écoulée. Deux moments de notre histoire commune qui nous ont fait basculer dans la barbarie.

Nous voilà confrontés à un défi que nous ne soupçonnions pas, que nous imaginions irrémédiablement réservé à d'autres ! Ailleurs et loin de chez nous ! Comme si la seule idée de progrès pouvait empêcher des atrocités d'un autre temps. Nous savons désormais que nous vivons des périodes où se côtoieront la haine, la férocité, la violence mais aussi des pensées fécondes et de belles surprises ! Nous avons rendez-vous avec le pire et le meilleur de notre humanité !

Nos sociétés devront se réinventer, admettre, qu'elles peuvent enfanter des monstres dont elles ne pourront jamais comprendre la logique et la combattre si elles ne renouent pas avec une spiritualité qui leur fait défaut aujourd'hui. Dans les moments difficiles, ne perdons jamais cette volonté de vivre et de construire ensemble ce que certains appellent « espoir », d'autres « espérance » mais qui toujours nous amène vers la lumière.

Le malheur peut nous faire grandir si nous sommes capables de le dépasser, de se dire que nous pouvons nous améliorer. Oui, nous avons besoin de communion et d'amour. La leçon que nous pourrions tirer de ces épouvantables attentats, c'est que la vie est courte, qu'elle

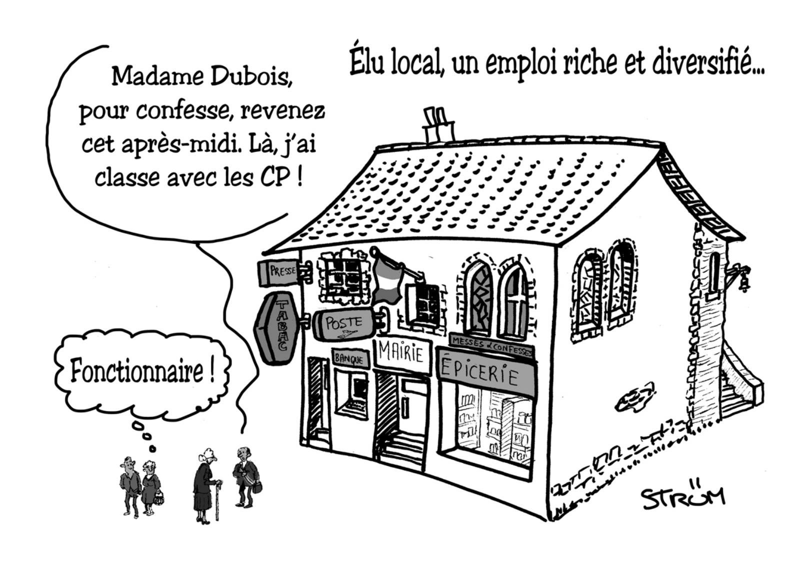
peut s'arrêter à tout moment, alors savourons-la pleinement, un peu comme les enfants qui sont naturellement dans la joie de vivre.

Suscitons la convivialité ! Apprenons à partager ces instants de bonheur avec nos proches évidemment, mais aussi au travail, ou même avec des inconnus. Soyons attentifs aux autres, témoignons-leur respect, bienveillance !

Dans notre triptyque républicain, la fraternité est l'élément essentiel qui fait le plus défaut. C'est cette aspiration qui doit nous guider, alors pour 2016 : Osons la FRATERNITÉ !

☆

... et les responsabilités collectives , à temps partiel !!



Patriotisme nouveau !

Jour après jour, il fait doux, anormalement doux ! Certes, cette douceur est étonnante mais nous en profitons car nous savons bien que le temps clément ne dure, ni n'évite les bourrasques orageuses déracinant des arbres ! Et en ce début d'année, le climat du pays n'est pas du tout à la douceur ! Toujours traumatisés par le massacre du 13 Novembre, nous venons de commémorer le premier anniversaire des attentats de Janvier 2015. Nous avons changé d'époque. Avons-nous compris que nous allons devoir vivre désormais avec cette épée de Damocles au-dessus de nos têtes ? Pas sûr.

Nous pensions qu'après le deuil et la douleur allait naître une unanimité nationale. Qu'après l'émotion partagée viendrait le temps d'une réflexion collective, sereine et contructive. Mais nous avons vite déchanté ! Les vieux réflexes ont repris le dessus. Nous espérions pourtant retrouver le vrai sens des mots usés pour avoir trop servis. Cruelle désillusion !!!!

Que signifie donc notre tryptique républicain ? *Que la liberté s'exprime dans le cadre des lois de la nation, liberté d'expression comme liberté de conscience. Que l'égalité dément un privilège donné à la naissance à quelques nantis saisis par la grâce et la révélation. Que la fraternité incarne le fait que nous sommes frères et soeurs de la grande famille humaine* et qu'il ne peut exister d'un côté les croyants et de l'autre, les impies.

Nous avons espéré un sursaut républicain, que la politique retrouve son rang en s'imposant face à l'économie. Nous devons nous mobiliser, inventer un patriotisme nouveau qui refuse toute discrimination, qui traduise une volonté de rassemblement au-delà

des origines et des religions. Un patriotisme dédié aux valeurs républicaines.

C’est la raison pour laquelle le gouvernement aurait tort de contrarier, de contredire cet état d’esprit fondé sur l’universel. En durcissant les lois, en restreignant soudain les libertés publiques et les garanties de droit qui encadrent la sanction pénale.

La Liberté n’est pas une faiblesse, elle est la Force de la France qui résiste ! Une jeunesse reléguée dans les banlieues est tentée par la violence qui trouve son exutoire dans l’islamisme radical. C’est un fait, la menace est là, précise et diffuse à la fois. La conjonction de la guerre civile dans les pays islamiques et les fractures dans la société française laissent entrevoir des moments difficiles !

Nous devons y faire face avec intelligence en séparant les fanatiques de nos compatriotes musulmans qui aspirent à vivre en paix. Ce civisme nouveau appelle une réponse plus vigoureuse, ambitieuse. Une politique républicaine et sociale qui mette au premier rang de ses préoccupations l’intérêt des classes populaires, qui est aussi celui du pays. Oui, ce monde est dur, de plus en plus difficile à vivre (malgré les apparences). La vie est aussi dure pour « joindre les deux bouts » trouver du travail, un logement ... Ainsi en est-il en ce début d’année : tout est trop dur et il fait trop doux pour la saison ... ? ...

Alors, ne renonçons pas à la douceur des choses !

* la météo n’a pas fini de nous étonner !..

Les débats au coeur des assemblées :
digestions et indigestions



La vraie dette écologique !

Que se passe-t-il sur notre planète ? Le pic pétrolier commence à se manifester et de plus en plus de pays producteurs de pétrole voient diminuer le volume qu'ils peuvent extraire de leur territoire. Mais la demande se maintient. Alors, nous cherchons l'or noir ailleurs, en Amazonie, sous les mers, en Arctique.

C'est-à-dire dans des écosystèmes fragiles, dans des conditions de plus en plus difficiles avec des conséquences écologiques désastreuses sans pour autant garantir de repousser la déplétion pétrolière pour longtemps. Trois possibilités s'offrent désormais à nous. Nous continuons en nous disant que nous verrons bien ce qui arrivera, nous parions sur l'idée que la technologie résoudra nos problèmes, que le nucléaire et les éoliennes prendront le relais dans quelques décennies ou bien nous nous organisons pour réduire la demande.

Cette dernière possibilité suscite assez peu d'intérêt, c'est pourtant la seule qui nous permettra d'éviter la grande crise énergétique tout en sachant que le temps nous est compté. Les progrès technologiques ne sont pas à exclure mais l'enjeu principal est bien de lui du changement de nos mode de vie. Nous avons développé une *dette écologique énorme !!*

Pour éviter l'épreuve de vérité, nous inventons des « actifs écologiques pourris » exploitation pétrolière en Arctique et offshore profond, multiplication des déchets et des risques nucléaires, banalisation des environnements. Mais, toutes les bulles explosent un jour. *Quand paierons-nous la dette écologique ?*

L' après pétrole a déjà commencé mais tout est fait pour nous le cacher. Malgré la marée noire aux Etats-Unis, les pétroliers continuent à fouiller dans les entrailles de la terre. La part du brut

extrait en mer représente désormais près du tiers de la production mondiale.

Nous voulons chercher du pétrole à des profondeurs abyssales à -3 000m au Brésil. Pour faire face à l'inéluctable déplétion pétrolière qui se profile, nous allons pomper jusqu'aux dernières gouttes. Les ingénieurs font preuve de prouesses techniques pour nous faire croire que la civilisation thermo-industrielle peut encore parier sur la croissance économique. Tout cela n'est que vanité face aux contraintes géologiques !

L'humanité doit décréter d'urgence une diminution concertée et drastique de la consommation de pétrole et autres énergies fossiles.
Il n'y a pas que le réchauffement climatique qui nous menace, il y a aussi le pic énergétique mondial. Préparons nous à cette éventualité avant qu'il ne soit trop tard ! ...





Les inégalités explosent aussi chez les enfants !

" Dans les pays riches, les 10% d'enfants les plus pauvres sont de plus en plus laissés pour compte." Tel est le résumé du rapport que l'UNICEF vient de publier. Un constat particulièrement vrai pour la France qui pointe désormais à la 28ème place des 35 pays étudiés. Le débat public a souvent tendance à se focaliser sur les 1% les plus riches dont les revenus continuent d'augmenter plus vite que les autres, oubliant au passage le décrochage qui touche les enfants des familles les plus démunies. En effet, l'écart se creuse de manière très importante et inquiétante entre les élèves les plus fragiles et les autres. En clair, notre élite scolaire s'en sort toujours bien alors que "ceux d'en bas " s'enlisent davantage.

Ce rapport témoigne d'une fracture, d'un recroquevillement de la société française qui est directement préjudiciable aux classes les plus défavorisées. Beaucoup d'enfants accèdent certes à l'école mais pas aux savoirs, faute de pouvoir maîtriser les codes de l'éducation. Beaucoup de familles précaires ne sont pas prises en charge par les services sociaux qui ne vont pas non plus vers elles.

Un pareil constat devrait susciter un grand débat à l'Assemblée et au Sénat. La Convention des Droits de l'Enfant, adoptée par l'ONU en 1989, est régulièrement bafouée en France comme ailleurs.

Protéger les revenus des ménages les plus pauvres, mettre en place des politiques efficaces de soutien scolaire pour éviter le décrochage, développer les universités parentales sont des pistes à explorer rapidement pour améliorer le sort des plus jeunes de nos concitoyens qui débutent leur vie d’adulte.

✪

Panique à bord !

Ça y est, nous y sommes ! Une nouvelle crise est-elle en train de se préparer ? Ou tout simplement le *séisme déjà actif depuis quelques annnées ne peut plus être dénié !* **Les bourses plongent,** la Chine vacille, les pays émergent dévissent, le pétrole s'enfonce, la Réserve Fédérale Américaine ne sait plus sur quel pied danser ! Mais alors, à qui se fier ?

Comme toujours en pareille circonstance, à l'OR, bien sûr, valeur refuge depuis des lustres. Comme par hasard, le précieux métal jaune tient la vedette en ces périodes troublées. C'est même le meilleur placement en ce début d'année : **+ 12%** depuis le 1er Janvier 2016.

Quand plus rien ne fonctionne correctement, quand la finance se dérégule, l'or revient sur le devant de la scène !!!

C'est pourtant à n'y rien comprendre !! Le *cours du pétrole baisse* et devrait logiquement entraîner la chute du métal jaune. Oui mais en théorie ! Car non seulement la COP 21 (le développement des énergies renouvelables) est passée par là ... Mais c'est oublier le ralentissement économique global mondial, causé en particulier par l' affaiblissement de l'économie chinoise, et les inquiétudes des pays émergents notamment les producteurs de pétrole.

Ce climat morose provoque la *dégringolade* des marchés, actions, des valeurs technologiques, dont certaines, championnes de la nouvelle économie, qui ont chuté de près de 30% en un mois et demi. Une bulle financière vient d'éclater ? Quel rapport avec l'or me direz-vous ? Cette désaffection laisse planer le doute, d'autant plus que le dollar perd de son attrait. Les capitaux en provenance de la Chine, de l‘ Inde sont en quête désespérée d'une valeur sûre et se reportent alors sur l'or.

Drogués à l'argent facile et souvent schizophrènes, les investisseurs redoutent que la remontée des taux d'intérêts ne mette fin à cette pèriode faste pour eux, rassurez-vous, pas pour nous !! Dans ce contexte, le retour en grâce du métal jaune reste comme toujours le symptôme d'un monde sans boussole.

Pourtant, nombreux sont celles et ceux qui redoutaient et avaient même prévu cette situation ! Qu'ont fait nos gouvernements occidentaux pour l'éviter ? RIEN !!!!!!!

En 2008, ils ont injecté, rappelez-vous, 4500 mlliards d'euros pour sauver les banques, soit 37,5% du budget de l'Union Européenne ! Pour quels résultats tangibles ?

Aucun, puisque c'est pire !!!

Aujourd'hui, les salaires stagnent, les retraites diminent (au plus bas échelon des fonctionnaires), le pouvoir d'achat ne cesse de régresser ; les collectivités locales peinent à boucler leur budget faute de dotations suffisantes.

Mais jamais les riches n'ont fait autant de profits, tout comme les bénéficiaires du Cac40 !

N'est-ce pas le moment de repenser notre modèle économique, la place de la monnaie, par exemple, pour inverser cette tendance mortifère ?



Éducation

Jean ZAY, *un grand ministre !*

L'Education nationale a rendu hommage à quatre grandes figures qui ont fait leur entrée au Panthéon. Parmi elles, Jean ZAY, ministre de l'Instruction publique sous le Front populaire. Cet homme de conviction avait l'idéal républicain chevillé au corps.
C'est lui qui a étendu la scolarité obligatoire de 13 à 14 ans, lancé les classes de fin d'études en 1938, jeté les bases de l'ENA, du CNRS, du CROUS, des CEMEA et même du festival de Cannes.

Mais, Jean ZAY est aussi un réformateur, sa méthode est fondée avant tout sur l'expérimentation, il invite les enseignants à le faire au sein des classes d'orientation où se développent l'innovation, se mettent en place des méthodes de travail différentes.

Jean ZAY va plus loin en démocratisant l'enseignement, en faisant travailler ensemble instituteurs et professeurs du secondaire, en réunissant au sein de certains groupes les enfants des écoles populaires et des lycées bourgeois.

Mais, si son oeuvre est si féconde, c'est qu'il a su faire confiance au corps professoral, confiance qui fait si cruellement défaut aujourd'hui.

Alors que la mémoire de Jean ZAY est célébrée, il n'est pas inutile de rappeler ce que pourrait être une administration bienveillante qui prendrait en compte l'avis de ses personnels avant de légiférer. Sachons tirer les leçons du passé !!!



L’égalité s’apprend aussi à l’école !

L’Ecole est le lieu de l’élaboration des connaissances, des savoirs, de la mémoire d’une société mais aussi de la construction des valeurs de liberté, d’égalité, de solidarité, d’une culture fondée sur la raison, la laïcité, l’ouverture au monde. A ce titre, elle a une responsabilité éducative qu’elle partage avec les parents.

Reconnaissons qu’aujourd’hui, les stéréotypes de genre pèsent sur les attentes, les ambitions, les orientations et finalement sur la place des filles et des garçons dans la société**.** Est-il nécessaire de rappeler que seulement *27% des filles obtiennent un diplôme d’ingénieur***,** que 26% des garçons intègrent les classes préparatoires aux grandes écoles littéraires.

Les dégâts sont encore plus flagrants dans la voie professionnelle où 80% des filles sont orientées dans des formations sanitaires, sociales, médico-sociales, d’aide à la personne, que 60% des garçons se retrouvent dans les secteurs de la production et du bâtiment. Dans ces conditions, celles et ceux qui veulent assumer une orientation atypique rencontrent bien des difficultés pour arriver à faire valoir leur choix. Il est nécessaire de transformer à la fois la réalité et les mentalités. *Alors que l’égalité est proclamée dans la loi, pourquoi maintenir ainsi une hiérarchie entre les genres ?* L’égalité hommes-femmes doit devenir une priorité pour l’Education Nationale, ce qui suppose une *réforme des programmes, des manuels scolaires et de la formation de professeur(e)s.*

Nous fêtons cette année les 70 ans du droit de vote des femmes. Leur lutte ont permis des avancées importantes pour ouvrir de nouveaux horizons. Dans ce combat pour l’égalité, il est essentiel que la dimension culturelle soit investie par l’ensemble du corps social en permettant d’abord aux jeunes de comprendre les causes des inégalités qui tentent de justifier la hiérarchie des sexes par des différences biologique.

Vers une école démocratique !

L'école républicaine égalitaire ne fait plus illusion aujourd'hui et se trouve confrontée à des promesses non tenues. La démocratie scolaire est à construire et ce n'est sans doute pas dans une société inégalitaire qu'elle trouvera sa juste place. Peut-on alors imaginer une autre école en rupture avec le modèle d'exclusion qui a cours actuellement?

Les voies de la démocratisation passent d'abord par une plus grande participation des élèves à la fois acteurs de leurs apprentissages et à leur implication dans *la gestion du quotidien* au sein même de l'école.

Les expériences des "républiques scolaires", les conseils d'élèves, les pratiques institutionnelles ont déjà fait leur preuve en ce domaine et peuvent servir de référence ! D'ailleurs, les projets d'école autrement se multiplient, malgré les difficultés venant du ministère, en particulier !

Au moment où sous le vocable trompeur de l'autonomie des établissements se renforcent la hiérarchie et la dépossession du travail, il n'est pas inutile de se demander ce que signifie une auto-organisation des personnels de l'éducation nationale. Là encore, les diverses expériences conduites dans les lycées auto-gérés de Saint-Nazaire et de Paris sont des pistes sérieuses à explorer.

La démocratisation de l'école ne peut pas faire non plus l'économie de son *ouverture sur son environnement*. Comment mieux intégrer les parents, comment leur donner un réel pouvoir de décision? Quel espace délibératif construire réunissant à la fois élèves, parents et les divers personnels ? Alors que des "mouvements réactionnaires" s'emparent des questions éducatives, où un infléchissement autoritaire se fait sentir, il ne suffit plus de parler seulement de mutation mais d'une nécessaire *transformation de l'école* qui ne doit plus se refermer sur elle-même mais au contraire s'universaliser en se confrontant à la diversité culturelle.

Rentrée laïque

Dans un pays métissé à la recherche de son identité, de ses valeurs, qui s'interroge sur son histoire et son avenir, voici venu le temps de la morale républicaine et laïque dans nos écoles !

Ambition louable, mais difficile à réaliser dans une France ouverte sur le monde, où les frontières s'effacent, où les grandes migrations témoignent d'un changement profond de mentalité qu'il s'agit de maîtriser avec lucidité. Brassage de l'humanité, de ses cultures, de ses misères, de ses richesses.

Nous devons envers et contre tout retrouver sur les bancs de l'école cet ensemble de valeurs qui fondent notre Nation, précisent nos droits, nos devoirs et notre conception de l'accueil.

Les bons sentiments ne sont pas suffisants pour promouvoir ces idéaux. *Garants du civisme,* les enseignants sont les premiers "passeurs" de la République dans une société à la fois exigeante et déboussolée. Mission essentielle qui doit être reconnue par tous. C'est à ce prix que l'enseignement moral et civique prendra tout son sens.

Si nous considérons qu'il est essentiel de "faire société", d'expliquer à nos enfants ce que sont le droit, la règle, l'engagement citoyen, notions galvaudées aujourd'hui, il est temps que nous nous mettions toutes et tous au travail, dés maintenant !

✪

Surenchère scolaire

Dépression, suicide, épuisement sont le quotidien des étudiants des grandes écoles américaines qui subissent les ravages de l'hyper-compétitivité. Tous savent qu'ils évolueront demain dans une société impitoyable qui trie, sélectionne une élite sur-diplômée d'un côté, et de l'autre, une masse de citoyens précarisés, victimes du déclassement professionnel et social. Mieux vaut donc figurer parmi les lauréats dans cette lutte des places quotidienne.

La France connaît les mêmes maux ; l'angoisse de nos jeunes en dit long sur les rigueurs du monde hyper-libéral qu'ils anticipent, souvent dés le lycée ...

Comment, dans ces conditions, promouvoir ce que nous appelons le "vivre ensemble" ? Peut-on concilier épanouissement, coopération, esprit communautaire quand les grandes écoles poussent parents, enseignants, élèves à une surenchère permanente ? Tous savent qu'à l'heure fatidique, le chacun pour soi balaiera les bons sentiments coopératifs. Faut-il alors mettre l'excellence à la portée de tous pour atténuer les effets néfastes de la compétition scolaire? Oui, mais qu'est ce que l'excellence ? L'accès aux filières les plus prestigieuses, les plus sélectives ?

Si nous faisons ce choix, mieux vaut alors préparer nos ados le plus tôt et le plus durement possible !!! A moins que nous ne montrions à nos jeunes qu'une "vie réussie" ne se résume pas à un cursus universitaire long et difficile. L'expérience est là pour nous montrer que les parcours professionnels peuvent contribuer à faire émerger des talents.

Cessons de croire que l'excellence n'existe que dans les études supérieures ! Le *bonheur réside dans ce que nous sommes heureux de faire et fiers de réaliser*. Ne gâchons pas l'avenir de nos enfants. Ouvrons leur le champ des possibles ! Les métiers manuels leur tendent aussi les bras !!

✯

Vive la mixité sociale !

La mixité sociale à l'école, voilà 10 ans que nous en parlons... en vain !!! Les émeutes urbaines de 2005 ont mis au jour la fracture entre la société et une partie de sa jeunesse. Depuis, de nombreux travaux ont mis en lumière les différents visages de la ségrégation sociale en milieu scolaire. Individualisme, quête de l'entre-soi pour certains parents, peur du déclassement, concurrence entre établissements, carte scolaire, etc... Mais, rien de concret n'a vraiment été tenté pour remédier à cette situation.

Les attentats récents ont bouleversé la donne. Nous sommes sortis semble-t-il du statu-quo pour essayer enfin de mettre en œuvre des expérimentations. L'Education nationale parait même décidé à ne plus se cacher derrière l'échec de la politique de la ville, et reconnaît que la ségrégation scolaire est plus importante que la ségrégation urbaine. Il était temps !! En effet, plus les écoles sont ségréguées, plus les problèmes de santé des jeunes, leur consommation de stupéfiants, les incivilités, les maternités précoces, l'intolérance vis à vis de l'étranger progressent.

La mixité sociale est-elle alors une réponse à ces difficultés ? S'il n'y a pas de consensus scientifique concernant les effets de la mixité sur les résultats scolaires, il est en revanche démontré que la mixité augmente la générosité des jeunes et baisse leur niveau de discrimination. À condition qu'elle s'accompagne d'un projet pédagogique, que les élèves de milieux différents soient placés en situation d'interaction et de coopération.

Ne nous réjouissons pas trop vite !! L'heure n'est pas encore au Grand soir de la mixité mais à la politique des petits pas qui passe d'abord par la formation des enseignants à la gestion de l'hétérogénéité et par la mise en œuvre d'une véritable communauté éducative. Quelque chose a changé. Il n'est jamais trop tard pour bien faire !!!

L’école de la vie

Si nous ne nous changeons pas nous-mêmes, nous ne pourrons pas transformer durablement le monde dont nous sommes toutes et tous responsables. Cette responsabilité devrait inspirer nos gouvernants à agir et à mettre en œuvre un autre projet éducatif en encourageant l'échange, la solidarité plutôt que la compétition, en sensibilisant les jeunes générations aux dangers écologiques qui nous menacent. Or, que constatons-nous ?

Au lieu d'être en lien avec la Nature, source de Vie, nos enfants passent de plus en plus de temps devant les écrans et de plus en plus tôt. Baignés dans des univers virtuels, ils s'éloignent de la réalité vivante !

Notre école conditionne nos enfants à devenir des adultes adaptés au système, elle les formate en oubliant tout ce qui est relatif à la vie non-productiviste, les préparant à devenir des "homo-économicus", à l'origine de bien des maux dont pâtissent aujourd'hui nos sociétés dites civilisées.

Nos écoles devraient, à côté des disciplines conventionnelles, enseigner le jardinage, les travaux manuels, les gestes éco-responsables afin que les élèves se relient au Vivant et découvrent le potentiel extraordinaire de leurs mains.

La croissance économique n'est pas un projet viable à long terme susceptible de nous apporter la prospérité.

La surexploitation des ressources naturelles nous conduit à des impasses sociales et écologiques. Sommes nous sur terre uniquement pour produire et consommer ? L' école a un rôle majeur à jouer, celui d'ouvrir nos jeunes à la compréhension du Vivant. Il est temps d'en finir avec les attitudes prédatrices qui nous condamnent à très court terme.

Respect de la terre, modération, sobriété, reliance sont les mots-clés de l'éducation du troisième millénaire que nous appelons de nos vœux !!

Résister à la publicité !

Les campagnes publicitaires ont un impact sur nos enfants, faisant d'eux des consommateurs lobotomisés, et de leurs parents, des adultes culpabilisés dès qu'ils refusent de céder à leur moindre caprice.

Flattant l'égocentrisme de nos chers " petits ", la publicité les fait régresser dans l'infantilisme alors qu'il faudrait au contraire les aider à s'en libérer pour acceder à la pensée.

Un groupe de députés propose d'interdire toute publicité commerciale pendant les émissions pour enfants de moins de douze ans, ainsi que quinze minutes avant et après leur diffusion sur les chaînes du service public.

Oui, notre service public de l'audio-visuel doit être exemplaire et incarner les valeurs sur lesquelles l'Etat prétend se mobiliser. Ce projet peut sembler modeste mais, alors que la publicité est interdite après vingt heures pour ménager les adultes, pourquoi laisse-t-on ainsi les enfants le matin, l'après-midi, livrés à ces intrusions commerciales dont le seul but est de développer leurs pulsions consommatrices?

Malheureusement, le gouvernement a demandé, dans un premier temps aux députés de rejeter ce texte, renvoyant son examen en ... 2017 ! Cette proposition de loi coûterait environ dix millions d'euros, soit moins de 0,2% du budget de France-Télévision. Somme dérisoire au regard des dommages collatéraux engendrés: obésité, troubles psychiques, etc...

Que voulons nous ? Faire de nos enfants des consommateurs compulsifs, soumis à toutes les formes d'emprise ou des citoyens capables de penser, de surseoir à leurs pulsions et de s'impliquer dans une démocratie ?

Dernière minute : Les députés, à l'exception du PS, ont voté cette interdiction qui malheureusement ne sera effective qu'en.... 2018 !

Dommage !! Nos enfants méritaient mieux !

Société

CHANGER ... TOUT !!!

« CHANGER », ce mot est désormais d'actualité, après le choc électoral subi aux européennes. Déclinons les changements salutaires pour essayer d'y voir clair !

Changer, c'est d'abord résister aux lobbies bancaires, c'est fermer la porte aux amitiés intéressées qui, comme pour les gaz de schiste, confondent l'intérêt général vec les intérêts particuliers de leurs clients ! Changer, c'est aider les Français à résister aux mirages de l'industrie agro-alimentaire qui les gave de sucre et de sel !

Changer ce n'est pas jouer de l'accordéon fiscal, augmentation des charges, suivie aussitôt d'un allègement mais faire la pédagogie de l'impôt citoyen !

Changer, c'est aussi arrêter de parler du coût du travail mais mettre en oeuvre une véritable politique sociale ! Est-il normal que, dans notre pays, certains de nos concitoyens travaillent trop pendant que d'autres, de plus en plus nombreux, de plus en plus jeunes, pointent au Pôle Emploi ?

Changer, c'est *refuser les traités transatlantiques* qui placent les états à la remorque des grandes multinationales !

Changer, c'est *enf inir au plus vite avec le CUMUL des MANDATS,* changer, c'est accepter de réfléchir ensemble pour construire des

solutions crédibles dans une société fluide, pour que chacun y puisse choisir et trouver la place qu'il mérite .

Changer, c'est construire « l'école du futur», une école inclusive et fraternelle, ouverte et bienveillante ; changer, c'est développer une agriculture moins consommatrice en pesticides et en engrais, permettant de protéger notre santé tout en créant des emplois !

Chacun de nous peut contribuer à changer le monde ! Même s'il pense qu'il n'a aucun rôle à jouer. Quand la crise est trop dure, quand les politiques d'austérité gangrènent notre corps social, il est temps que *le peuple reprenne la main* ! Nous voici désormais à la croisée des chemins ... À nous de dire quelle route nous voulons suivre ; dans quelle société désirons-nous vivre !

« Il ne faut pas compter sur ceux qui ont créé les problèmes pour les régler » disait Albert EINSTEIN !...

Nos institutions nous ramènent toujours à l'élection présidentielle ; de plus en plus semblable à ces tours de manège où les enfants essaient de décrocher le pompon. En vérité, c'est *tous nos appareils politiques qui sont exempts de* DÉMOCRATIE : " Tous pareils dans l'organisation pyramidale du pouvoir !! »

Avec en prime l'assurance de n'avoir à l'arrivée ni projet, ni méthode, ni volonté !!!!!! Changer ... disent nos élites ? Chiche !!

Mais alors, CHANGER TOUT !!

☆



C’est la jeunesse qui trinque !

Une génération s’affirme, se définit par son indignation, sa révolte, qu’il s’agisse des étudiants de mai 68 ou des émeutes qui ont secoué les banlieues en 2005. Mais le monde a changé ; avoir 20 ans en 2015, c’est être né en 1995, l’année du meurtre raciste d’un jeune maghrebin, jeté dans le port du Havre par des skinheads. C’est aussi l’année des huit attentats islamistes à la bombe.

C’est avoir six ans quand les Tours jumelles s’effondrent. Comment ces évènements dramatiques façonnent-ils la conscience de ces individus qui découvrent et apprennent la vie ? Quelle incidence aura cette part d’ombre dans leur devenir ? Pourquoi ces jeunes ouverts, cultivés ont-ils provoqué tant de haine ? Parce qu’ils n’occupent pas la place que la société leur assigne !

Ils ne se comportent pas comme leurs aînés, vivent dans des lieux métissés, curieux du monde, des gens, ils voyagent, parlent d’autres langues ne sont majoritairement ni racistes, ni nationalistes, ni communautaires, ouverts dans leurs habitudes, assez vulnérables dans leurs réussites pour donner envie à n’importe quelle brute de les défigurer.

Qui sont-ils sinon des sujets vivants et réfléchis de ce lien social qui n’en finit pas de se déliter ? C’est cette métamorphose que les uns dénoncent et que d’autres esprits égarés, manipulés ont aspergé au fusil d’assaut.

Les terroristes ont voulu mettre à terre cette génération. Il nous faudra beaucoup de courage pour faire entendre avec force une voix humaniste sous le bruit des balles.

☆

Résister c'est créer !

Il existe aussi un esprit de résistance, plus ténu, qui se vit au quotidien, dans les plis de nos vies. Ce sont des êtres humains courageux et dignes qui l'incarnent. Derrière les fenêtres de l'hôpital, dans nos villes, jours et nuits, des femmes et des hommes résistent aux malheurs qui les accablent.

Maladie, dépression, deuil, perte d'un Amour, chômage, précarité, *la vie toute entière sait ce que résister veut dire*. Se relever quand le sort s'acharne sur nous, mettre un pied devant l'autre, c'est déjà le début de la rédemption !!

De nos jours, pour résister aux vents dominants qui nous bousculent, il faut une bonne dose de courage silencieux, une fermeté à toute épreuve, et la foi en l'avenir. Résister dans les rayons des supermarchés, dans le maquis des marques, dans les files d'attente, à l'école, dans les entreprises, lors de nos échanges, face au cynisme, à la provocation, dans les bus bondés, c'est toujours garder un rapport vibrant au monde. Une sorte de fidélité à l'Enfant qui sommeille en chacun de nous, à l'idée qu'il se faisait du courage, de l'honneur, de la justice, mais aussi des Humains !!! Le regretté Stéphane HESSEL *nous invitait à nous indigner* !

Son invitation n'est pas révolte, ni résistance. Il convient donc d'aller plus loin ! Nous devons résister contre la financiarisation capitaliste, la marchandisation généralisée, l'individualisme forcené, contre les ravages de la déculturation, la destruction sauvage de la planète, contre le mépris avec lequel sont traités les peuples !!!!

Chacun doit désormais résister à sa manière, là où il réside. Les leçons de la seconde guerre mondiale n'ont pas été tirées. Elle a débordé de cruauté mais, le XXI ième siècle n'est pas plus glorieux. Il porte une autre forme de bestialité. Aujourd'hui, on tue des enfants, on les décapite, on insulte, on stigmatise l'Autre. Les grandes valeurs ont disparu ; fort heureusement, il nous reste la plus précieuse : l'Amitié et surtout l'espoir que les nouvelles générations soient plus clairvoyantes que celles de leurs aînés !!

Surveiller et punir !

Au nom des principes de précaution, de protection des individus, la **surveillance s'intensifie**, *les interdictions sont légions* ! Sécurité routière, sécurité alimentaire, sécurité des médicaments ; pourtant disent les spécialistes, il n'y aurait pas d'augmentation de violence dans nos sociétés, ce qui change en revanche, c'est notre tolérance à cette violence à laquelle nous devenons plus sensibles.

Alors les interdictions pleuvent sur tous les sujets, et au final, ce sont nos libertés qui sont menacées, insidieusement ! Comme si nos états, *en panne d'efficacité économique, compensaient leurs insuffisances en multipliant les normes sociétales* !!

Certes, il faut protéger les citoyens mais comprenez bien que *chaque fois que l'état censure, c'est une part de nous mêmes en qualité de personne qui disparaît !* Et souvent malheureusement dans *l'indifférence, qui est toujours l'alliée des pouvoirs*. Ainsi, après les attentats de Paris, un projet de loi sur le renseignement généralisé est présenté en urgence à l'Assemblée ! Un texte qui ouvre la voie à la *généralisation des méthodes intrusives* jusqu'ici réservées aux enquêtes judiciaires **!**

L'apathie que montre l'opinion dans les affaires de surveillance a quelque chose d'inquiétant ! Au moment où le législateur est en mesure de donner aux *services secrets une latitude inédite pour espionner la société*, les protestations sont encore dispersées ; jugez plutôt !

Selon les nouvelles dispositions, les dits services pourront *intercepter* les donnée d'un nombre incroyable de personnes, de surprendre les conversations de militants syndicaux ou associatifs, *rechercher et fouiller* les sources des j*ournalistes,* surveiller *toute personne soupçonnée* d'entretenir de près ou de loin des liens avec de présuposés délinquants. Bien sûr, chacun et chacune d'entre nous

comprend qu'il est essentiel de renforcer la lutte contre le terrorisme en utilisant les technologies les plus pointues !

Mais personne n'est dupe et beaucoup de militant-e-s, de défenseur-e-s des droits humains et des libertés sont inquiets !!

Que se passerait-il si demain un autre gouvernement plus répressif, un responsable trop zélé s'avisait *d'utiliser ces nouveaux outils de surveillance à des fins plus discutables, plus perfides ?*

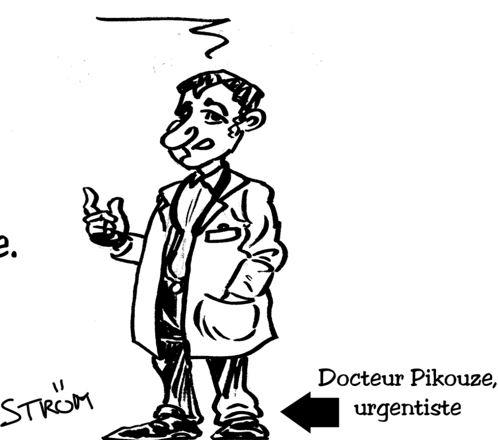
Il est temps d'amender ce projet DANGERUX pour les libertés individuelles et qui répond mal aux besoins des services ...

Plus que jamais soyons VIGILANTS !

*

Six ans dans une chambre ?
Soit ils sont contagieux,
soit les lits sont très confortables...

Les sénateurs
sont élus pour
6 ans...
Ils siègent à
la chambre haute.



Dégagez : pour en finir avec le cumul des mandats !

La France est un des rares pays où les élus, en particulier les parlementaires, sont très souvent candidats au renouvellement de leur mandat. Autre singularité : si par malchance, l'élu ne retrouve pas son siège, il attendra le scrutin suivant pour tenter de le reconquérir ! Vous l'avez compris, les conséquences sont désastreuses : une classe politique vieillissante qui se maintient aux affaires en se souciant assez peu de l'intérêt général ou de celui des générations futures.

Et après plusieurs mandats, lorsqu'ils abandonnent la vie politique, nos élus cèdent la place soit à leur suppléant, soit à leurs attachés parlementaires qui commencent à peupler en nombre croissant l'Assemblée Nationale comme le Sénat !!

Autre conséquence, très peu de femmes siègent au parlement malgré la règle des quotas qui ne porte que sur les candidatures. Le drame, voyez-vous, c'est que faute de débouchés dans les partis installés au pouvoir, les jeunes qui veulent se lancer dans la politique cèdent aux sirènes de l'extrême droite qui leur *offre* des circonscriptions non par choix idéologique mais par disponibilité !

Pour remédier à ces situations, *il faudrait une loi qui limiterait le nombre de mandats de tout parlementaire à deux par exemple. La vie politique en serait bouleversée ! La moitié* de nos élus serait concernée ! Le statut de député ou de sénateur n'offriait plus une carrière mais serait un passage dans leur vie.

Si, de surcroît, les salariés du privé qui prendraient le risque étaient assurés de retrouver leur place dans l'entreprise à l'issue des deux mandats, nul doute que la composition et les décisions du

parlement seraient de toute autre nature !!! Les élus plaideront qu'ils n'ont pas le temps de réfléchir à ce sujet, qu'ils ont à faire face à d'autres urgences (!) L' argument ne tient pas. Ils pourraient agir et tout de suite !! Exemple :

« *Tout parlementaire terminant son deuxième mandat, pourrait d'ore et déjà annoncer son intenton de ne pas se représenter en 2017.*» Pour éviter que des proches ne leur succèdent, pourquoi ne pas *organiser des primaires* qui ne seraient pas seulerment aux seuls membres des partis mais aussi à leurs *sympatisants* ?

Le même principe pourrait ensuite être appliqué à toutes les élections municipales, départementales, régionales.

Les parlementaires actuels oseraient-ils voter une telle loi ? Sûrement pas ! Alors nous voici coincés, sans solution car aujourd'hui, toute réforme de la constitution, sur quelque sujet que ce soit, suppose leur accord. Impossible donc d'envisager d'autres réformes, comme la réduction du nombre de députés ou de sénateurs, ou celle du nombre de communes .

Reste à réfléchir à d'autres moyens de changer la constitution sans l'aval de ceux dont les intérêts (personnels) sont menacés !

Il ne reste plus que le coup d'état ou ... la Rêvolution !!

Nos élus dépassés ... Place aux citoyens !

☆



Après le vide politique, construire le renouveau !

À un an de l'élection présidentielle, le divorce entre les Français et la classe politique n'a jamais été aussi grand. Nous avons en effet une *pseudo-démocratie* qui ne fonctionne plus, des *gouvernements qui n'ont plus de légitimité*, des citoyens qui ont le sentiment de ne plus disposer de commande politique pour orienter le pays.

Les *vraies questions ne sont pas posées* ; les gouvernants les éludent car ils sont contraints par des règles qui s'imposent à eux. Nous avons l'impression que la France est menacée dans un monde incertain, sans que nous ayons à disposition les outils politiques capables de répondre à cette situation.

C'est ce vide que tente de combler «Nuit Debout» … Ces rassemblements se nourrissent aussi d'un contexte particulier. Après une année 2015 marquée par les attentats de Janvier et de Novembre, cette jeunesse qui se trouve aujourd'hui Place de la République et ailleurs, a été attaquée en son coeur !!

L'idée est d'abord de rappeler que la vie continue et que la sécurité, c'est également le droit à une vie décente. En s'opposant à l'oligarchie, en critiquant la démocratie représentative, les manifestants défendent un projet de société centré sur la justice sociale et environnementtale. Changer le monde sans prendre le pouvoir ! *Telle pourrait être la devise de ce mouvement qui se méfie du jeu électoral et parlementaire.*

La prise de conscience écologique, la recherche de solutions urbaines neuves, le développement de la vie associative, la politique du genre, la lutte contre les discriminations ou le lent changement des esprits vers une société plus sobre et plus solidaire, font autant de thèmes qui sont discutés collectivement.

Tout comme l'idée d'un *revenu de base* qui autoriserait une avancée décisive dans le combat contre la pauvreté et l'exclusion. Et en prime l'introduction d'une part de tirage au sort dans la désignation des représentants locaux ou nationaux.

Avec toutefois un paradoxe à la clé : il faut passer par des lois … Or, qui peut voter actuellement les lois en question ? Des porte-paroles ? Une consultation citoyenne ?

Le champ des possible reste à expérimenter !

Santé et Environnement

Crises et nourriture

Les temps de crise ont ceci d'intéressant qu'ils permettent de simplifier le paysage de valeurs. Ils mettent au premier plan ce qui compte vraiment dans la vie de tous les jours. Et ce qui compte, ce sont les fondamentaux archaïques, ceux qui font que la vie continue. La nourriture redevient dans ce cadre une zone d'investissement prioritaire pour tous les êtres humains.

Nous le constatons régulièrement, chaque fois qu'une période tendue s'annonce, beaucoup de ménage dévalisent les supermarchés pour stocker de l'huile, du sucre et des pâtes.

Comme si le spectre de la pénurie réactivait alors un mécanisme élémentaire de survie, le « syndrome écureuil » en quelque sorte !

Cette prééminence de la nourriture prend de nombreuses formes selon que l'on est frappé ou pas par la crise. Ainsi, à un bout de l'échelle sociale, les « restos du coeur » ont entamé leur 25ième campagne.

Les chiffres des bénéficiaires de l'aide de la structure créée par Coluche sont alarmants : les pré-inscriptions sont en hausse de 20% cette année alorsque l'association avait atteint le chiffre impressionnant de 100 millions de repas servis en 2008 !

À l’autre bout de l’échelle sociale, les truffes ont atteint le record historique de 800 euros le kg sur le marché de Carpentras ...

Vue sous cet angle, la crise ne concerne donc pas que les nécessiteux elle touche tout le monde même celles et ceux qui pensent ne pas être concernés, même celles et ceux qui sont à l’abri des turbulences économiques. Bien sûr, nous ne sommes pas obligés de consommer des truffes, du caviar pour les fêtes mais il n’empêche : il semble bien y avoir « une bourse des valeurs sociales » qui fluctue en ces temps difficiles et qui nous amène à investir sur des *valeurs refuges dont la nourriture est l’exemple type*.

Une étude récente sur « les mots de la crise » a montré que les Français sont inquiets par certains termes par exemple le mot «banque», mais rassurés par d’autres qui tournent autour de l’idée de solidarité. En fait, tout ce qui crée du bien social est rassurant !

C’est peut être à travers cette idée de lien qu’il faut comprendre *l’importance de la nourriture comme outil de résistance à cette atomisation des êtres humains !*

☆



Au bonheur des plantes !

Les plantes ont depuis toujours joué un rôle vital dans l'histoire del'humanité. Pendant des millénaires, l'homme les a utilisées pour se soigner. Aujourd'hui, elles sont délaissées par le corps médical qui leur préfère les molécules chimiques, bien remboursées par la sécurité sociale.

C'est oublier que de simples tisanes pourraient procurer de réels effets positifs, sans effets secondaires. Mais voilà, leur bienfaits ne sont plus enseignés dans les facultés de médecine. Si nous voulions vraiment diminuer le coup de l'assurance maladie les praticiens auraient tout intérêt à prescrire des remèdes à base de plantes, moins coûteux que les médicaments actuels.

Mais les plantes n'offrent pas aux laboratoires un retour sur investissement suffisant. Pourtant, elles sont efficaces notamment pour les troubles fonctionnels : digestifs, palpitations cardiaques, paresse de la vésicule biliaire. Nous pouvons aussi les utiliser pour renforcer les défenses immunitaires et prévenir les maladies. Avant la révolution industrielle, les gens consommaient 400 variétés végétales.

Ils faisaient des soupes d'ortie, de sauge. Elles peuvent également être prescrites en cancérologie. En effet, certains médicaments anticancéreux ont été fabriqués à partir de plantes comme l'if ou la pervenche de Madagascar. Le gingembre est un anti-nauséeux reconnu qui peut accompagner les chimiothérapies. Mais il faut être prudent et s'assurer que certaines espèces n'interfèrent pas avec les molécules chimiques. La digitale par exemple, préconisée contre certains troubles cardiaques, peut s'avérer mortelle en cas de surdose

De même, les huiles essentielles sont à manipuler avec précaution. C'est bien là le danger. Nous sommes aujourd'hui soumis à une logique marketing qui vante des préparations souvent inadaptées dont la qualité n'est pas garantie.

La prudence doit être de rigueur. Les gélules peuvent venir de n'importe où, avoir été fabriquées n'importe comment. Certaines contiennent des produits de synthèse et parfois, des métaux lourds.

L'achat sur internet est très risqué, mieux vaut faire confiance aux pharmacies ou aux magasins de diététique.

Dernier conseil : à l'approche de l'hiver, vous pouvez « doper votre immunité » avec le thym, l'échinacéa, l'éleuthérocoque, le shiitaké. La grippe n'a qu'à bien se tenir !



Comment un élu peut-il se reconvertir après son mandat ?



Existe-t-il un régime anti-cancer ?

Existe-t-il vraiment un régime permettant d'éviter la survenue d'un cancer ? Après le livre de David Servan Schreiber « Anticancer » le Docteur David Kayat publie un ouvrage intitulé « Le vrai régime anti cancer » dans lequel il préconise des conseils alimentaires destinés à nous protéger contre ce terrible fléau. Pourtant, une importante étude épidémiologique conduite à l'échelle européenne dément formellement les affirmations de nos deux auteurs et démontre, chiffres à l'appui que manger des fruits et des légumes ne protège du cancer que de façon marginale.

Alors, qui doit-on croire ? Les recherches de l'association pour la recherche thérapeutique anti-cancéreuse (ARTAC) souligne un détail fondamental dans ce débat. Ce sont les *substances chimiques* (pesticides, nitrates, additifs alimentaires) qui sont en fait les *véritables agents responsables des cancers*. Le «biologique» serait alors la solution puisqu'en principe, il en est dépourvu.

Ces contaminants sont dangereux pour notre santé, à petites doses répétées, il peuvent être à la longue la cause des affections et des maladies qui « pourrissent » notre existence (cancers, malformations congénitales, stérilité, maladies dégénératives, Alzheimer, Parkinson, obésité, diabète de type 2).

Bien sûr, quelques chercheurs nous expliqueront qu'il n'y a pas de preuves scientifique démontrant que manger «bio» protège contre ces affections mais il n'y a non plus, aucun argument pour affirmer le contraire. C'est pour répondre à cette question que des scientifiques d'ARTAC se sont mobilisés depuis plusieurs années dans des recherches visant à démontrer les propriétés « anticancer » du bio. Mais, le bon sens devrait prévaloir !

Depuis Hippocrate, tous les médecins savent bien que manger des *aliments de mauvaise qualité est nuisible pour notre santé*. Or, c'est tout le contraire qu'on voudrait nous faire croire : que nous pouvons vivre sans maladie dans un environnement pollué !

Des messages qui se brouillent !

Une récente enquête publiée dans un grand quotidien régional et concernant nos habitudes alimentaires interroge.
En effet, elle démontre que la force de persuasion des professionnels de santé, médecins, infirmières, conseillers en économie sociale et familiale est beaucoup moins importante que celle des publicités des industries agro alimentaires.

La publicité alimentaire jouerait donc un rôle majeur dans nos comportements car elle s'appuie toujours sur un discours médical qui rassure mais, dans le même temps, induit un trouble énorme chez les consommateurs que nous sommes. En effet, la forte croyance en la science est toujours présente et brouille nos repères.

D'un côté, on nous somme d'utiliser des produits «modernes», surgelés ou restauration rapide, de l'autre, on nous abreuve d'information, de recommandations nutritionnelles accompagnées de conseils, de menaces sur les risques de maladies provoqués par une mauvaise alimentation.

Sans pour autant nous mettre en garde contre les *poisons contenus sous forme de pesticides produits par l'agriculture intensive et qui se retrouvent dans nos assiettes à notre insu !*

Le discours ambiant sur la santé ne tient pas suffisamment compte de la culture des populations auxquelles il s'adresse, il ignore tout autant leur environnement et leur situation économique spécifique. On oublie trop souvent la dimension hédoniste de la nourriture. Oui, le bien manger structure. Mais la résistance s'organise. De plus en plus, nos concitoyens mettent en place des stratégies pour mieux s'alimenter.

Nombreux sont ceux qui se mettent à cultiver leur jardin, qui préfèrent se fournir chez le petit producteur du coin, qui militent pour une meilleure redistribution des richesses en faveur des agriculteurs par rapport à la grande distribution ou qui prônent le développement du commerce équitable. Les mentalités évoluent

doucement, mais commencent réellement à changer : la solidarité, les échanges se multiplient !

La *consommation de viande est remise en question* autant par les épidémies, comme la grippe avière, que les souffrances animales orchestrées au sein nos usines à rendement ! « Les incredibles vegetables » se sont répandus à la vitesse de l'éclair en seulement deux mois d'été : un pied de nez à notre économie marchande et c'est tant mieux !



Nous ne savons plus manger !

Nous mourrons et *nous nous rendons malades* de mal manger et, en plus, nous abîmons la planète pour enrichir le marché de la malbouffe !! Nous devons de toute urgence réapprendre à nous nourrir correctement. Mais voilà, nous sommes victimes du trio infernal : industrie agro-alimentaire - publicité - grande distribution qui nous entraînent, à notre insu, vers la *régression alimentaire*.

La première transforme nos *campagnes en usines* avec la disparition de l'agriculture paysanne, la seconde assure la *promotion des marques* industrielles, la troisième *déverse dans nos chariots cette malbouffe* grâce au quasi *monopole* du marché par les *grandes surfaces*.

Première victime : la jeunesse ! Selon une enquête IPSOS d'Octobre 2012, 61% des 15-25 ans : 10 millions d'individus, dont 20% présentent des signes d'obésité, mangent devant un écran de télévision ou d'ordinateur sans se soucier de ce qu'ils avalent ...

Grignotage, repas sautés, budget réduit, tout contribue à l'essor de ce fléau ! 87% des 8-12 ans ne savent pas reconnaître une betterave ou un poireau, ignorent si le yaourt contient du lait, sont incapables de dire de quel animal provient le jambon !

Résultat : l'obésité explose alors que le nombre de cancers et d'accidents cardio-vasculaires d'origine alimentaires a triplé !!!

Les scandales ont beau se succéder, plus de 80% de nos concitoyens se nourrissent sans réfléchir ! Hélas, comment sommes-nous devenus ainsi les moutons de Panurge d'un processus aussi terrifiant ? Paresse, ignorance, baisse du pouvoir d'achat ?

Sûrement ! Reconnaissons qu'aujourd'hui l'agro-alimentaire est devenu une banque, la publicité de ces produits, un lavage de cerveau à but lucratif et la grande distribution, une place financière !!

Sans disculper les marchands de sucre et de mauvaise graisse, nous avons, nous aussi, une part de responsabilité. Rien ne nous empêche, en effet, de prendre notre destin alimentaire en main. À condition que nous soyons informés, nous disposons, trois fois par jour, d'un levier nous permettant d'enrayer ce sinistre mécanisme !

Nous ne devons plus accepter d'être de la « chair à consommation » ! Il est grand temps que le contenu de nos assiettes s'inscrive au *premier plan des enjeux politiques*, que la préservation de notre patrimoine agricole paysan devienne une priorité d'État, que l'enseignement du goût à l'école participe à l'instruction civique des citoyens-consommateurs de demain !

Des préconisations doivent être prises de toute urgence : logos de couleur sur les aliments indiquant leur niveau de nocivité ou de qualité par exemple, taxation négative ou positive des produits selon leurs vertus nutritionnelles, interdiction de la publicité télévisée destinée aux enfants promouvant les aliments trop gras ou trop sucrés etc ... Ces dispositions permettraient aux consommateurs de savoir exactement ce qu'ils achètent et de prendre conscience de l'impact de ce qu'ils mangent sur leur santé. Une manière simple de ne pas creuser notre tombe avec nos dents !

Pollution de l'air : un vrai fléau pour la santé !!

« Le souci de la santé est le premier devoir d'un homme d'état » Les gouvernements contemporains seraient *bien avisés* de mettre en oeuvre ce principe !

Et pour cause ! Le centre international de recherche sur le cancer vient de décider de *classer la pollution atmosphérique comme cancérigène !* Jusqu'à présent, ni les pays émergents, ni les nations industrialisées n'ont pris au sérieux ce phénomène ...

Reconnaissons-le : l'air est vicié pour la grande majorité des habitants de la planète ! Ainsi l'OMS estime qu'en 2010, *22000 personnes sont mortes d'un cancer du poumonn imputable directement à la pollution atmosphérique,* laquelle est aussi responsable de maladies chroniques respiratoires et cardio-vasculaires !

Les chinois parlent d'« *airpocalypse* », dans les grandes villes du pays, il n'est pas rare que la pollution liée aux activités industrielles atteigne ou *dépasse de 40 fois les normes autorisées* !! Dans l'état de Sao Paulo, le plus riche du Brésil, on meurt deux fois plus de la pollution que des accidents de la route !!

L' Europe n'est pas en reste : la majorité des États membres ne respecte pas les valeurs recommandées par l'OMS !

La France continue à favoriser le diésel, en dépit des preuves qui s'accumulent sur la nocivité de ce carburant. Notons au passage que nous disposons du parc diésel le plus important du monde ! ...

Et maintenant ? En Asie, en Chine, les habitants *multiplient les manifestations pour contraindre les gouvernements à agir !* Ce sont les citoyens, directement concernés, qui pourraient faire bouger les lignes !

En France*, comme pour l'amiante ou les algues vertes, l'Etat pourrait être attaqué pour « carence fautive »*. Le levier financier sera-t-il le seul à inciter les nations à agir ?

Les millions de morts prématurés dus à la pollution, là encore pointés par l'OMS ne semblent malheureusement pas suffire !

Nous avons notre mot à dire ! *Favorisons les circuits courts*, développons le covoiturage, *engageons-nous résolument vers la transition écologique,* seule capable d'économiser les ressources fossiles, de protéger la biodiversité et de nous sauver d'une catastrophe annoncée, si nous ne faisons rien !!!!!

IMPRESSION EFFECTUÉE PAR L'ESAT DE BOISSOR :
31/05/2016
LUZECH- 46700 - France

Avec nos remerciements pour leur collaboration à STRÖM, dessinateur, aux CIRCUITS -COURTS, magasin d'alimentation biologique et à TELLUS CÉRAM, usine de briques en terre crue ou cuite

ainsi qu'à la communauté des ami-e-s militants du quotidien,
et aux veilleurs *internautes*
STRÔM-http://les400bulles.canalblog.com/
PÔLES IDÉES Éditions
phttp://anthropopedagogie.com/



NOTES